

GRANDE-BRETAGNE :

## Thatcher n'a pas encore gagné la partie

(p. 10 - 11)

# **lutte**

## **ouvrière**

**Super  
baisse  
du  
carburant ?**

p. 4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 870 - 2 février 1985 - prix : 6 F

### CONTROVERSES AUTOUR DU PLAN PISANI :



**C'est  
aux Kanaks  
de décider  
eux-mêmes  
de leur sort**

(p. 5)

## **Le Parti Communiste Français en question**

(notre éditorial p. 3)



# sommaire

## Dans le monde

Page 9 :

- Afrique du Sud : les prétendues réformes de Botha.
- Autriche : accueil officiel pour le retour d'un nazi.

Pages 10 et 11 :

- Après 11 mois de grève dans les mines, Thatcher n'a pas encore gagné.
- L'isolement de la grève, prix du réformisme des Scargill.

Page 20 :

- Le pape en Amérique du Sud : le pèlerin du capital.
- Pologne : des assassins qui veulent « la tête des autres ».

## En France

Page 4 :

- Libération du prix de l'essence : super-baisse ? Sûrement pas !
- Barre, Giscard, Chirac et les autres : les chefs de la droite se placent.

Page 6 :

- Les impôts : promesses et réalités.

Page 7 :

- Action Directe et l'épouvantail commode du terrorisme.

Page 8 :

- Suppressions de postes dans l'enseignement... et ripostes.

Pages 12 et 13 :

- Dans les entreprises : LTT Conflans ; Alsthom-Atlantique Belfort ; Peugeot Mulhouse ; Chaffoteaux Saint-Brieuc.

Pages 14 et 15 :

- Snecma Gennevilliers ; Stein Industrie Roubaix ; Capdenac (Aveyron) ; PTT Haute-Vienne ; ST 2A Alès ; SODEXHO Paris ; Renault.

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Les Palestiniens d'une guerre à l'autre* d'E. Rouleau ; *La menace (la machine de guerre soviétique)* d'A. Cockburn ; réédition d'*Un instant dans le vent* d'André Brink.

Pages 18 et 19 :

- Livre : *La crise dans les pays de l'Est* de M. Drach.
- Film : *L'été prochain*.
- Kenny Clarke est mort.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Dans notre courrier :

### CAMARADES RÉVOLUTIONNAIRES,

Sympathisant de Lutte Ouvrière que j'ai connue en janvier 1977 (avant, j'étais adhérent du PC), je me permets de vous écrire au sujet de deux articles parus dans votre hebdomadaire.

Le premier dans le numéro du 12/1/85, au sujet du Paris-Dakar. Eh bien, bravo de dénoncer cette horde de luxe qui traverse des pays de famine, de dictature militaire, de pays spoliés par l'impérialisme français. De nouveau bravo pour ce réquisitoire contre le Paris... Détresse, Paris-Disette.

A ce sujet, le play-boy jeune loup réactionnaire Dominique Baudis, maire de Toulouse, a « généreusement offert » deux millions de nouveaux francs aux trente participants toulousains. Les ouvriers et chômeurs des « Habitations Logements Médiocres » de Toulouse apprécieront !

Pourtant même amateur de rallye, je crie qu'il faut montrer « la face cachée de la Lune ».

Dans le numéro du 19/1/85 vous rejetez l'œuvre de Freud et la psychanalyse. Pourtant, malgré ses défauts, ses préjugés, ses erreurs, Freud a donné les grandes directives d'une méthode d'analyse. Je tiens à préciser qu'il existe d'autres méthodes qui ne sont pas basées sur le leitmotiv « le ça, le moi, le surmoi ».

De toute façon, la meilleure cure analytique est la... révolution socialiste qui, parce qu'elle changera les rapports de production, changera les rapports humains. Alors, à ce moment-là, « complexe d'Oedipe » et « libido » se retrouveront à leur vraie place : au musée des antiquités !

Recevez camarades mes amitiés révolutionnaires.

P.G. (Toulouse)

Cher camarade,

Nous te remercions de ta lettre chaleureuse et de l'information dont tu nous fais part concernant D. Baudis et le Paris-Dakar.

En ce qui concerne notre article à propos de la publication des œuvres de Freud en Chine, son propos n'était en aucune façon de rejeter cette œuvre, ni d'ailleurs telle ou telle méthode d'analyse. Il visait simplement à railler ceux qui, parmi les médecins et les journalistes occidentaux, se sont gravement demandé si les Chinois pourraient comprendre Freud. Il ne s'agissait donc ni des limites de l'analyse freudienne, même si elle en a, ni des limites de la civilisation chinoise, mais bel et bien des limites de l'intelligence des médecins en question et des journalistes qui leur emboîtent le pas.

Ceci dit, nous partageons tout à fait la conclusion optimiste de ta lettre.

Fraternellement.

### Bhopal :

## L'Union Carbide connaissait les risques.

Trois mois avant la catastrophe de Bhopal, les dirigeants de l'Union Carbide savaient qu'une fuite de gaz mortel pouvait se produire. C'est ce que révèle un rapport interne, gardé par l'Union Carbide à l'abri des regards indiscrets mais récemment rendu public par Henri Waxman, président d'une sous-commission parlementaire sur la santé et l'environnement.

Ainsi, les dirigeants d'Union Carbide savaient que le

système de stockage était déficient : d'importantes fuites d'isocyanate de méthyle s'étaient déjà produites en 1983 dans l'usine de Virginie, où l'on utilise le même système de stockage qu'à Bhopal.

Par ailleurs, une enquête du *New York Times* a révélé l'existence de nombreux défauts, à Bhopal même, entre autres, dans le signal d'alarme de l'usine et dans ses systèmes de sécurité (sur les trois, l'un était

hors service, un autre en réparation).

Malgré toutes ces informations, personne n'a jugé bon de prendre la moindre précaution : ni la direction locale, ni la direction du trust, qui a estimé qu'il n'y avait pas de « risques imminents requérant un correctif immédiat ».

Une preuve de plus, s'il en était besoin, que « l'accident » qui a fait 2 500 morts à Bhopal le 3 décembre dernier est bien un crime du capital.

Qu'on  
est  
bien  
chez soi !

Quatre hommes, dont deux Français, pris en otages par des membres de l'Armée de libération du peuple soudanais, ont été libérés après 350 jours de détention. Ils avaient été capturés le 11 février 1984, alors qu'ils travaillaient pour le compte de la compagnie « les Grands travaux de Marseille », sur le chantier d'aménagement du canal de Jonglei, au sud du Soudan.

Les deux Français sont arrivés à Villacoublay lundi 28 janvier et ont été aussitôt embarqués dans un hôpital militaire de la région parisienne. Pourquoi ? Motus et bouche cousue. Pourtant ils avaient l'air en bonne santé, paraît-il.

Il faut espérer que les militaires, qui désormais s'occupent d'eux, ne les retiendront pas 350 jours.

D'ailleurs, l'armée française n'est pas, elle, engagée dans la lutte contre la guérilla au Soudan. Sinon, ça se saurait, n'est-ce pas ?

Z.

Le collège de défense de l'OTAN, à Rome, vient de soumettre à ses élèves-officiers un exercice « théorique » ayant pour scénario... un coup d'Etat militaire en Grèce, à la suite d'une victoire électorale de la gauche.

Les professeurs d'académie militaire sont comme tous les enseignants, ils manquent d'imagination et recopient les « annales » — celles de 1967 en l'occurrence — pour réaliser des sujets d'examen.

L'histoire ne dit pas si, dans l'exercice en question, le rôle des officiers de l'OTAN était d'empêcher le coup d'Etat ou au contraire de l'appuyer. En tout cas, en 1967, c'est bel et bien selon un plan de la CIA que les colonels grecs ont pris le pouvoir et arrêté, en quelques jours, tous les militants de gauche du pays.

Alors, c'est bien le même exercice que l'OTAN fait répéter sur le papier à ses officiers, au cas où il faudrait passer une fois de plus à la pratique ?

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Le Parti Communiste en question

**I**l est beaucoup question en ce moment dans la presse, à la radio, de ce qui se passe ou se passerait à l'intérieur du Parti Communiste Français, à quelques jours de son prochain congrès.

Les travailleurs, l'ensemble des travailleurs, n'ont pas la possibilité d'intervenir dans ce qui est en train de se passer au sein du PCF. Mais ils doivent cependant y être attentifs. Non pas, bien sûr, à la façon des journalistes de la presse de droite, de la radio ou de la télévision qui voudraient bien voir l'effondrement du PC et qui guettent le moindre signe susceptible d'alimenter leur espoir. Mais les travailleurs, eux, doivent être conscients que ce qui se passe au sein du Parti Communiste concerne toute la classe ouvrière. Car même si les dirigeants du PCF n'ont pas une politique conforme aux intérêts réels de la classe ouvrière, le Parti Communiste est un grand parti, le seul qui compte dans ses rangs, aussi et avant tout, des dizaines de milliers de militants dévoués partageant la vie de tous les travailleurs. Et ce qui concerne ces militants-là, eh bien, cela concerne aussi tous les travailleurs, même ceux qui ne veulent pas faire de politique.

Des discussions qui opposent les dirigeants du PC, il n'apparaît pas grand-chose. En gros, certains, tel Juquin, semblent reprocher au parti d'avoir quitté le gouvernement. Ils auraient voulu que le PCF fasse preuve de « responsabilité » et gère, à côté du PS, la crise jusqu'au bout, même s'il faut pour cela faire accepter des sacrifices supplémentaires à la classe ouvrière. Ce sont ceux qui se sentent proches et solidaires du PS, ceux qui voudraient démontrer à la bourgeoisie que le Parti Communiste est tout aussi capable que le Parti Socialiste, ou que n'importe quel autre parti qui a accès au gouvernement, de sacrifier ses intérêts électoraux si les intérêts du pays, c'est-à-dire les intérêts de la bourgeoisie, commandent de mener une politique impopulaire. Ils pensent que même si le parti perd des électeurs, la bourgeoisie reconnaissante pourrait

faire appel à eux dans l'avenir, indépendamment de leur poids électoral, car les formations politiques qui, dans le passé, ont compté le plus de ministres (et même encore aujourd'hui avec Crépeau et Bouchardeau) ne sont pas forcément celles qui avaient le plus d'électeurs.

Et la seule autre tendance que l'on voit s'exprimer, celle représentée par Georges Marchais, elle, si elle trouve que le PC a eu raison de quitter le gouvernement, n'admet pas s'être trompée en y entrant et en y restant trois ans. Elle prétend qu'il n'y avait pas d'autre politique à faire que celle qui a conduit à perdre la moitié des électeurs du PC et à décourager la classe ouvrière.

Entre les deux, il n'apparaît rien. Aucune critique sur le fait d'avoir soutenu pendant trois ans le gouvernement socialiste qui s'est placé entièrement au service de la bourgeoisie contre les travailleurs. Est-ce à dire qu'aucun militant du PCF ne le pense ? Nous ne le croyons pas. Nous croyons simplement que c'est ceux-là qui n'ont pas le moyen de s'exprimer, car c'est ceux-là qui n'étaient pas représentés à la direction du PC.

Les travailleurs ne peuvent pas choisir à la place des militants du Parti Communiste. C'est à ces derniers de le faire. D'autant que choisir entre les gens représentés par Juquin ou ceux représentés par Marchais n'est pas vraiment un choix, car, fondamentalement, ils ne représentent ni les uns ni les autres les intérêts véritables de la classe ouvrière.

Mais il appartient cependant à tous les travailleurs de dire et de faire savoir aux militants communistes qui partagent leur vie quotidienne, qu'ils savent faire la différence entre les dirigeants du Parti Communiste qui s'opposent entre eux sur le meilleur moyen de retrouver des places au gouvernement, et les militants du rang qui, eux, se battent réellement pour construire une société meilleure.

Arlette LAGUILLER



## Parlons Fabius

« Parlons France » ne veut pas dire « parlons franc ». En tout cas pas pour Fabius qui a eu droit à son émission mensuelle du même nom sur TF1, le 30 janvier.

C'est sur l'air du « Tout va très bien, madame la marquise » qu'il a poussé la rengaine, se félicitant des 6,7 % d'inflation en 1984. C'est « le résultat le plus important obtenu depuis une dizaine d'années », a-t-il déclaré, ajoutant que « la France, qui a été droguée à l'inflation depuis dix ans, commence seulement à se désintoxiquer »... Voilà qui explique enfin pourquoi les chômeurs et tous les travailleurs qui ont vu leur pou-

voir d'achat dégringoler sont en état de manque... d'argent !

Mais comme un Premier ministre digne de ce nom ne peut se payer d'autosatisfaction, Fabius y est allé de deux mesures énergiques.

La première, c'est l'annonce de la mensualisation prochaine du versement des retraites, un vieux projet qui a tout de même fini par ressortir des tiroirs et dont la résurrection n'a bien sûr rien à voir avec les prochaines cantonales...

Et puis surtout, la deuxième mesure, qui va sans aucun doute bouleverser la vie de chacun d'entre nous : d'ici trois mois, les fonctionnaires ne seront

plus des citoyens anonymes et devront arborer leur identité bien en évidence. Ainsi chacun va peut-être pouvoir enfin découvrir l'identité des poseurs de contraventions, en bonne place sur leur uniforme (le képi paraît tout indiqué, mais ces messieurs-dames voudront-ils porter le chapeau ?).

Enfin, modernisation oblige, Fabius a tenu à illustrer cet optimisme de bon ton en recourant à des diagrammes présentés sur un micro-ordinateur. Malheureusement, il y a une chose que ces petites machines ne savent pas encore faire : c'est botter les fesses aux bonimenteurs !



Libération du prix de l'essence

## Super baisse ? Sûrement pas !



Une réforme pour les gros distributeurs, pas pour le consommateur et le petit détaillant (AFP)

Ça y est : le prix des carburants à la pompe est libre. Prétextant d'une décision de la Cour de justice européenne, le gouvernement a adopté mardi 29 janvier une réforme libérant les prix pétroliers. Le prix du fuel domestique, par contre, restera sous le contrôle des pouvoirs publics.

Les automobilistes ont de quoi être contents, paraît-il. Avec la concurrence, les prix vont baisser, nous dit-on. Et effectivement, avant même l'annonce officielle, on a vu valser les étiquettes : les - 17 centimes de départ ont fait place aux - 30 centimes et même aux - 50 centimes.

On peut néanmoins douter que la mesure ait été prise simplement pour permettre aux automobilistes de payer moins cher — d'autant que c'est le gouvernement et les grosses compagnies pétrolières les premiers bénéficiaires de l'opération.

Pour le gouvernement, fini le temps, pas très populaire, d'annoncer des hausses. Et ce temps revenait plutôt souvent... Maintenant le gouvernement va pouvoir continuer à augmenter sans se gêner les taxes déjà exorbitantes qu'il prélève sur chaque litre d'essence puisqu'on n'y verra plus que du feu (aujourd'hui ces taxes représentent près de la moitié du prix à la pompe). D'ailleurs il est d'ores et déjà prévu que l'une des taxes, la taxe spéciale destinée à alimenter le fonds de grands travaux, passe de 4,7 centimes à 6,7 centimes

en avril prochain et à 9,7 centimes en juin 1986.

Quant aux compagnies pétrolières, elles se félicitent de l'initiative du gouvernement. Et il y a de quoi. La direction de Shell a d'ailleurs déclaré que cela « va tout à fait dans le sens que nous souhaitons ». Et effectivement, les compagnies pétrolières se plaignaient de ne pouvoir fixer librement le tarif de l'essence, du super. C'est ainsi que François Bizard, président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, s'en était d'ailleurs expliqué jeudi 24 janvier : « Depuis l'institution de la formule de calcul des prix pétroliers, il y a limitation à la hausse. La manipulation de la formule nous a coûté 1,5 milliard de francs l'an dernier. Il faut donc une libération totale ». Les choses sont claires et maintenant c'est chose faite. Les compagnies pourront décider des prix... et augmenter. Elles pourront également se permettre de restructurer toute la distribution, la rendre plus rentable. Pour elles, il est bien plus intéressant de livrer de grosses quantités à un petit nombre de stations, plutôt que de livrer la même quantité mais à bien plus de détaillants.

Les grosses stations de distribution, elles, évidemment sont satisfaites. Les Leclerc et compagnie ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils vont pouvoir essayer de couler les petits détaillants. Les gros, eux, peuvent se permet-

tre de baisser les prix à la pompe. Ils pourront d'autant plus le faire qu'ils se rattrapent sur la quantité vendue et qu'ils auront sûrement de grosses remises de la part des compagnies pétrolières elles-mêmes. Par contre la concurrence risque d'être fatale aux petits détaillants. Il leur sera impossible de trop prendre sur leurs marges bénéficiaires pour diminuer le prix de l'essence (leur marge est d'environ 40 centimes par litre, ils ne pourront aller au-delà). En RFA, dans des conditions similaires, 8 000 stations ont disparu en trois ans, il n'en reste que 18 000. En France, on prévoit que cette mesure ferait disparaître 10 000 à 15 000 stations, sur un réseau de 35 000.

Et pour le consommateur, alors, qu'en est-il ? Dans un premier temps, il y aura sûrement baisse, et peut-être même une baisse importante (à condition de brûler de l'essence... pour acheter de l'essence moins chère !). Mais il y a fort à parier que cette baisse durera... le temps de la restructuration, le temps d'éliminer les petits détaillants. Après, on nous jouera le grand jeu de la vérité des prix, et on sait ce que cela veut dire.

D'ailleurs, le gouvernement n'y croit vraiment pas, à cette baisse. S'il a décidé de ne pas libérer le prix du fuel domestique avant la fin de l'hiver, c'est qu'il craignait une flambée... des prix. Nous voilà prévenus !

Marielle LEMONNIER

## Barre, Giscard, Chirac et les autres : les chefs de la droite se placent

A l'approche de la campagne électorale des cantonales, et un an avant les législatives du printemps prochain, les chefs de la droite se lancent dans leurs manœuvres politiciennes face à un gouvernement de gauche dont les sondages laissent penser qu'il ne passera sans doute pas le cap de mars 1986.

Chirac et Giscard en appellent à l'union et passent l'éponge sur leurs rivalités et leurs polémiques passées; du moins le temps des cantonales et des législatives. Quant à Barre, il fait la moue face aux offres de ses concurrents, en les accusant de vouloir accéder au pouvoir sous Mitterrand. Il affiche un dédain pour « les programmes détaillés », repoussant l'idée de la mise sur pied d'un programme électoral des partis de l'opposition, et se présente comme un homme au-dessus des partis.

Barre vise pourtant le même but que Giscard et Chirac : la présidence de la République. Mais pour y parvenir, chacun ne dispose pas des mêmes moyens. Giscard et surtout Chirac sont jusque-là à la tête de partis qui sont d'importantes machines électorales, que l'un comme l'autre veulent pouvoir utiliser pour parvenir à leur objectif des présidentielles.

Chirac s'était emparé de la direction du parti gaulliste, en laissant entrevoir à tous ceux qui le suivraient la possibilité de maintenir ou de conquérir des places aux différents niveaux de la machine d'Etat, cela face à un Giscard qui, du haut de la présidence de la République, pouvait en assurer un certain nombre à ses amis regroupés au sein de l'UDF. Depuis, il y a eu l'usure du pouvoir et le passage du gouvernement à la gauche.

Mais aujourd'hui il s'agit, pour eux, tout simplement de remporter les élections, les cantonales d'abord, les législatives ensuite. Et vis-à-vis de l'électorat potentiel de la droite, comme du point de vue du fonctionnement du système électoral, l'unité est jusque-là considérée comme plus payante, donc comme moyen indispensable à ses succès. Ce qui rend conciliants les deux partis de l'opposition.

Barre, qui fait de pauvreté vertu, se présente comme étant au-dessus des partis. Il n'a en effet d'autres ressources que d'essayer de déboucher du RPR et de l'UDF des politiciens qui voudraient bien se mettre à son service. Ce qu'il réussirait d'autant plus facilement si ces derniers n'espéraient pas mieux avec leur chef actuel. Barre déclare : « J'apporterai mon appui personnel aux candidats qui me le demanderont, selon un principe très simple : je suis l'ami de mes amis et l'allié de mes alliés ».



Par ailleurs, chacun des leaders de la droite entoure son ambition personnelle d'un rideau de fumée de déclarations sur « l'intérêt de la France », voire même de phrases condescendantes sur les victimes du chômage et de la situation créée par le gouvernement de gauche. Ils sont d'ailleurs tout aussi capables, si cela pouvait payer électoralement, de concurrencer Le Pen sur son terrain, en renforçant au besoin les thèmes de l'extrême-droite.

Le terrain est de toute façon fertile pour la droite, dont les fines fleurs n'auront finalement jamais eu autant de moyens de s'épanouir à nouveau que parce qu'elles auront poussé sur le terrain nourri de toutes les capitulations de la gauche.

Louis GUILBERT

## Ministre des industriels

« Quand je rencontre les dirigeants d'entreprises, ils sont globalement satisfaits de la politique menée par le gouvernement » affirmait récemment Edith Cresson, ministre de l'Industrie. Satisfaits et contents, on veut bien croire que

les patrons le soient, puisque toute la politique du gouvernement est faite pour leur plaisir.

Mais cela, ils ne le disent pas en public. Tout au plus en privé, aux gens comme Edith Cresson qui se donnent tant de mal pour leur trouver des com-

mandes, de l'argent et pour faire la réclame de ceux d'entre eux qui licencient, comme le P.-D.G. de Peugeot. C'est peu, comme reconnaissance ? Mais un ministre socialiste, ça continue de servir les patrons même quand ils ne disent pas merci !



## C'est aux Kanaks de décider eux-mêmes de leur sort



Un commando de Caldoches. Jusqu'ici l'état d'urgence n'a servi qu'à désarmer les Kanaks. (AFP)

### Tjibaou à l'espace Balard (Paris)

Près de 4 000 personnes étaient présentes mardi 29 janvier au meeting organisé à l'espace Balard à Paris par l'association Information et soutien aux droits des peuples kanaks, et soutenu par diverses associations, des organisations d'extrême-gauche et le PCF, à l'occasion du voyage en France de Jean-Marie Tjibaou, le leader du FLNKS.

C'est surtout le public d'extrême-gauche qui s'est déplacé à l'appel des différentes organisations. A noter également la présence de nombreux Antillais qui ont tenu, en assistant au meeting, à manifester leur solidarité contre le colonialisme français.

Le décalage était sensible entre le public et la composition de la tribune. Les organisateurs avaient en effet tenu à ce que les représentants des organisations politiques françaises ne soient pas présents à la tribune. Mis à part les représentants du FLNKS, celle-ci se composait des avocats De Felice, Antoine Comte, Joe Nordman, ainsi que de Gabriel Marc et Claude Bourdet, qui se sont exprimés tour à tour pour dénoncer la politique coloniale de la France. Joe Nordman, bien qu'intervenant en qualité de président de l'Association internationale des juristes démocrates, a certes fait état de son appartenance au PCF et a défendu la politique de son parti en faveur d'une solution qui préserverait les intérêts de la France, tout en accordant l'autonomie au peuple kanak.

Tjibaou, de son côté, a lancé un appel aux anticolonialistes : « Par pitié pour notre peuple, grandissez pour faire éclater ce carcan qui rend votre peuple prisonnier et qui nous empêche d'être libres ». Par ailleurs, il a plutôt adopté un ton de chef d'Etat, rappelant les objectifs du FLNKS sans tenter de faire

croire que son programme avait quoi que ce soit de socialiste, ni même de social.

Après avoir brossé à grands traits l'histoire de la colonisation, il a rappelé les objectifs du FLNKS : l'indépendance qui permette au peuple kanak de vivre en conformité avec ses traditions, aujourd'hui méprisées par le colonialisme.

Avant lui, un autre représentant du FLNKS, dirigeant syndical de l'USTKE qui fait partie du Front, Nalaine Uregueï, a tenu un discours dont le vocabulaire et le ton étaient destinés à plaire à la salle d'extrême-gauche et à servir de caution au conservatisme social de Tjibaou.

Car en réalité, la différence de ton entre Uregueï et Tjibaou couvre la même politique d'union nationale, derrière les nationalistes, que tous deux proposent aux travailleurs kanaks. C'est-à-dire une politique qui n'a rien de commun avec les intérêts ni du peuple kanak, ni de la classe ouvrière. Car l'union nationale se fait toujours au détriment des plus faibles et des plus exploités.

Mais de cela, c'est au peuple kanak d'en décider, lui-même. Et s'il est dommage qu'aucune organisation en son sein ne lui propose un autre drapeau que celui du nationalisme, il n'en reste pas moins que c'est à lui d'en décider. Et les révolutionnaires, et tous les travailleurs, doivent défendre ce droit du peuple kanak à disposer de son sort, sans ingérence de l'impérialisme français.

Mardi soir, le chapiteau de l'espace Balard était plein, et c'est heureux, car cela prouve que la lutte du peuple kanak a des soutiens, ici même, dans la patrie de ses oppresseurs.

EDGAR Pisani a remis le 30 janvier au président de la République son plan amendé qu'il considère d'ores et déjà comme provisoire. Bref, autant dire que le plan Pisani est caduc. Car malgré les espoirs du gouvernement, il n'a pas rallié les Caldoches. Pisani a eu beau mettre au point un projet où « l'association » ne laissait que le minimum de place à l'indépendance, les Caldoches ne se sont pas laissés fléchir. Dick Ukeiwé, le président du gouvernement territorial, a présenté un contre-plan.

Seul le FLNKS n'a pas rejeté formellement le plan Pisani.

Le gouvernement français et Pisani lui-même vont donc être amenés à revoir toute la question. Car le référendum proposé par Pisani ne saurait avoir lieu si le gouvernement ne parvient pas à rallier une partie au moins des Caldoches à une formule qui soit en même temps acceptable pour le FLNKS.

Si ce n'était pas le cas, un référendum auquel participerait l'ensemble de la population ne pourrait aboutir qu'à la confirmation du statu quo puisque les Kanaks sont minoritaires

dans l'île (60 000 sur 145 000) et ne peuvent pas compter, semble-t-il, sur l'appui des autres communautés non-européennes. Ce sont les Caldoches, dont la communauté a été considérablement gonflée depuis quinze ans par les encouragements que les gouvernements français ont prodigués à l'émigration de Français en Nouvelle-Calédonie afin justement de renforcer les Caldoches par rapport aux Kanaks, qui se trouvent en position de force sur le plan électoral.

Jusqu'ici le gouvernement français ne veut pas céder et cherche une solution pour désarmer l'hostilité des colons blancs et sortir de l'impasse.

Puisque le plan Pisani n'a pas eu l'effet souhaité, il va falloir trouver une autre formule sur laquelle faire prononcer la population de Nouvelle-Calédonie ou abandonner l'idée même de référendum. Pour l'instant, Pisani réaffirme que celui-ci aura bien lieu début juillet. Il espère peut-être d'ici là trouver une formule acceptable pour les Caldoches en partant — pourquoi pas ? — du plan Ukeiwé dont Pisani a dit : « A peu de choses près, il dit la même chose que moi mais en sens

inverse ». Et, précise-t-il, « la balle lancée par Ukeiwé peut provoquer des échos et des recherches qui peuvent être utiles dans l'élaboration du projet politique ».

Mais pendant que les négociations se poursuivent et que chacun y va de son plan, pendant qu'on corrige et qu'on amende, les forces de répression dont les effectifs se montent maintenant à 6 000 hommes sur place, en Nouvelle-Calédonie, s'emploient à réprimer les indépendantistes. Plus de cent d'entre eux sont en prison et le FLNKS vient de dénoncer les sévices perpétrés contre cinq d'entre eux. Ils protestent en particulier contre « le passage à tabac de deux compagnons d'Eloi Machoro dans une caserne pour leur faire dire qu'ils avaient tiré sur les gardes mobiles ».

De fait, l'état d'urgence s'exerce surtout contre les Kanaks alors qu'il n'empêche en rien les extrémistes caldoches de s'organiser en bandes armées. Ils savent pourtant que l'indépendance est inévitable à terme, mais ils veulent encore tenter d'arrêter pour quelques années la roue de l'histoire.

Dominique CHABLIS

### Procès en Guadeloupe

## La répression coloniale à l'œuvre

En Guadeloupe, des procès politiques concernant des militants anticolonialistes se succèdent. C'est le 20 décembre dernier, avec le procès des militants du Mouvement Populaire pour une Guadeloupe Indépendante (MPGI), que la série avait commencé, avec l'affaire de l'attentat qui détruisit les locaux de Radio-Caraïbes-International un an auparavant. Le procès avait été suspendu à la demande de la défense et il reprend normalement le 31 janvier à Pointe-à-Pitre.

Avant cela, le 25 janvier, ce sont à nouveau des militants du MPGI, inculpés dans l'attentat contre la préfecture de Basse-Terre en novembre 1983 et revendiqué par l'ARC, qui devaient comparaître devant le tribunal de Basse-Terre.

Et le 6 février doit avoir lieu le procès de deux autres militants anticolonialistes, ainsi que d'un dirigeant de Combat Ouvrier, pour une affaire liée à la découverte de substances explosives.

En décembre dernier, de nombreux incidents avaient eu lieu entre les forces de répression et les manifestants venus montrer leur solidarité avec les emprisonnés et inculpés dans les rues de Pointe-à-Pitre, aux abords du tribunal. Et le 31 janvier, ce devait être à nouveau l'état de siège.

Parallèlement, de nombreuses perquisitions ont eu lieu chez des présumés membres ou sympathisants de différentes organisations anticolonialistes durant le mois de janvier, exacerbant d'autant plus les

sentiments contre la répression coloniale.

Indépendamment de ce qu'ils pensent par ailleurs sur les buts et sur les méthodes des organisations nationalistes, ceux qui les soutiennent face à la répression le font par solidarité contre le colonialisme. Ils ne peuvent admettre que des tribunaux, dépendant d'un Etat à 7 000 km de là, d'un Etat qui est responsable du maintien de l'oppression coloniale, s'arrogent le droit de les juger.

Et c'est bien entendu de leur côté, contre les tribunaux coloniaux, contre les CRS envoyés pour grenader et matraquer la population noire de là-bas, que tous les anticolonialistes d'ici affirment eux aussi leur entière solidarité.



# Les impôts : promesses et réalités

Avec la fin janvier reviennent les formulaires de déclaration d'impôts sur le revenu. Quand on est salarié, on n'a guère moyen d'y échapper. Elles vous arrivent à domicile, traditionnellement accompagnées d'une note du ministre des Finances justifiant la nécessité de payer.

En attendant l'année 1986 où, foi de ministre, l'impôt devrait baisser de 3 % et l'emprunt obligatoire « anti-chômage » (souscrit en 1983) être remboursé, la grande nouveauté de l'impôt 1985 réside dans une baisse de 5 % annoncée par le gouvernement. Selon Bérégovoy, cela devrait donc conduire à ce que « quatre Français sur

cinq (paient), en 1985, un impôt inférieur à celui qu'ils ont acquitté en 1984 ».

Mais cette baisse présente de 5 % de l'impôt sur le revenu ne se traduit pas, comme les paroles démagogiques du gouvernement voudraient le faire croire, par un allègement de la pression fiscale sur les salariés. Parce qu'elle favorise plus les gros contribuables que les petits, et surtout parce qu'elle est dans bien des cas compensée par l'augmentation des autres taxes.

Cette diminution de 5 % se traduira par une baisse de quelque 10 milliards dans les caisses de l'Etat. Mais les rentrées supplémentaires, dues à l'aug-

mentation des taxes — et principalement de celles sur l'essence et le téléphone — seront, elles, deux fois et demie supérieures... Et les petits revenus sont proportionnellement beaucoup plus touchés que les gros par les impôts indirects, que tout le monde paie. Toujours selon la CGT, « on estime que 85 % de ces impôts indirects sont payés par les salariés ». Enfin, pour faire bonne mesure, les impôts locaux eux aussi vont augmenter.

Alors le gouvernement annonce bien haut, à grand renfort de démagogie, la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu et celle qui devrait suivre pour 1986.

Mais il ne dit pas que, à cause de l'augmentation des impôts indirects, les salariés paieront autant, sinon plus qu'avant. Ce qu'il ne dit pas non plus, c'est qu'il prend tout autant qu'avant l'argent dans les poches de ceux qui n'en ont guère, pour ne pas avoir à le prendre là où il se trouve. Et cet argent que les salariés sont obligés de verser ne sert, en majeure partie, à rien qui leur soit utile. L'Etat l'engloutit dans des dépenses militaires, pour payer des expéditions au Tchad ou en Nouvelle-Calédonie, pour subventionner les licenciés ou pour rembourser l'emprunt Giscard.

Mais pour ce qui serait utile à la vie de la collectivité —

ce à quoi devraient normalement servir nos impôts — alors là, les caisses de l'Etat sont toujours vides. Le gouvernement a d'ailleurs déjà prévu une réduction des dépenses consacrées aux services publics dans le budget 1985.

Bénéficiant d'un côté des réductions d'impôts, d'exonérations de taxes, d'avoir fiscal, etc., recevant de l'autre, sous forme de prêts et de subventions, une partie de ce que les salariés paient comme impôts, les capitalistes, eux, gagnent sur tous les tableaux. Quant aux salariés, ils doivent payer un impôt sur un « revenu » qu'ils ne possèdent pas.

Marianne LAMIRAL

## L'impôt sur les grandes fortunes en chute libre

Les cris de cochon qu'on égorge poussés par les bourgeois au moment de la création de l'IGF (impôt sur les grandes fortunes) avaient suffi pour que le gouvernement rogne ses projets d'aller prélever quelques pièces de monnaie dans les coffres des riches. L'IGF n'avait ainsi rapporté en 1982 que 4,2 milliards de francs, maigre prélèvement sur les quelque 100 000 fortunes que

compte ce pays et qui s'élèveraient au total à environ 1 500 milliards !

Mais c'était encore trop. Et dès l'année suivante, en 1983, l'IGF ne rapportait plus que 3,9 milliards. Quant aux prévisions budgétaires de cette année, elles annoncent d'ores et déjà que les sommes engrangées au titre de l'IGF seront encore en baisse.

A croire vraiment que les riches s'appauvrissent d'année en année et que leur énorme patrimoine immobilier (puisque c'est sur celui-ci qu'est payé plus de 80 % de l'IGF) s'effondre, les laissant à la rue et sur la paille. A moins, évidemment, que cette chute de l'IGF ne soit due, tout simplement, à d'habiles reconversions de l'immobilier... à la spéculation.

Lucienne PLAIN

## Les emprunteurs ne sont pas les payeurs

Cette année, l'Etat versera 4,3 milliards de francs d'intérêts aux souscripteurs de l'emprunt Giscard. Encore une fois, les tondeurs de coupons seront largement servis avec nos impôts.

Cet emprunt, lancé en 1973 par Giscard, rapporta alors 6,5 milliards de francs aux caisses de l'Etat. Mais depuis, les sommes que l'Etat a remboursées au simple titre des intérêts, indexés sur le prix de l'or, représentent trois fois et demie le montant de l'emprunt ! Et cela devrait continuer jusqu'en 1988, date à laquelle l'emprunt aura coûté quelque 100 milliards de francs !

Ce qui n'empêche pas le gouvernement Mitterrand de continuer imperturbablement à payer ces intérêts et à engraisser ainsi ceux auxquels son prédécesseur avait fait faire, avec nos sous, une affaire vraiment en or...

## La paie en retard : encore un « privilège » pour les fonctionnaires ?

Dans le même temps que le gouvernement nous fait miroiter une baisse de 3 % de l'impôt sur le revenu pour 1986, le syndicat CGT des Finances révèle que ce même gouvernement a décidé de retarder de 5 à 8 jours la paie de 2,4 millions de fonctionnaires, et cela dès le mois de janvier.

En supposant que cet argent (25 milliards) versé en retard soit placé à 20 %, cela rapportera à l'Etat 90 millions de francs par mois. Au moins là, c'est du concret... et pour tout de suite. Une misère il est vrai, mais assez pour payer quelque chose comme 2 000 hauts fonctionnaires du genre de ceux qui ont eu cette brillante idée.

Des moyens de soutirer de l'argent aux travailleurs, fonctionnaires ou pas, le gouvernement en a déjà trouvé un certain nombre, par exemple en n'augmentant pas les salaires grâce au fameux « effet report ». Il peut en trouver d'autres en payant en retard les retraites, en retardant les remboursements de Sécurité sociale. Les possibilités dans ce domaine sont vastes...

Et on peut leur faire confiance, il les a certainement envisagées, surtout si cela se fait en catimini, sans rien annoncer à l'avance.

La fédération CGT vient de vendre la mèche et de dévoiler l'affaire.

Reste maintenant à connaître la réaction des fonctionnaires. Vont-ils laisser passer ça ? Quand un contribuable est en retard d'une journée pour le règlement de ses impôts, il a 10 % de majoration ! Alors, faisons les comptes.

Marie-Claude SOLAC

## Question d'initiative

Entre autres cadeaux aux capitalistes, le gouvernement a prévu que cette année la taxe professionnelle payée par les entreprises devrait rapporter globalement 10 milliards de moins. Sous prétexte, comme de bien entendu, de « faire reculer le chômage ». Bérégovoy a d'ailleurs une justification toute prête : « Moins d'impôts, c'est plus d'initiative, plus d'emplois ».

Oh ! Les patrons auront certainement de l'initiative. A un détail près, toutefois : qu'ils s'en serviront, comme aujourd'hui, non pour créer des emplois mais pour utiliser les capitaux, que le gouvernement leur laisse si généreusement, à spéculer en France ou ailleurs.

## La Bourse augmente deux fois plus en un mois que les salaires en un an

Les possesseurs d'actions cotées à la Bourse de Paris viennent de s'enrichir, en se tournant les pouces, de 7 % en un mois. C'est en effet la hausse moyenne du cours des actions en janvier.

Si les prix des actions montent, c'est que l'argent afflue pour spéculer sur les profits actuels et à venir des entrepri-

ses, qui n'avaient pas été aussi bons depuis des années.

Aux Etats-Unis aussi, la Bourse s'empporte : l'indice Dow Jones vient de franchir son précédent record établi il y a plus d'un an.

Partout, les actions des capitalistes pètent la santé. De quoi donner des objectifs aux actions des travailleurs ?

L'ETAT RECULE D'UNE SEMAINE LE PAIEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES...

AVEC LA DROITE, ON AVAIT DES FINS DE MOIS DIFFICILES, AVEC LA GAUCHE C'EST PIRE IL N'Y A PLUS DE FIN DE MOIS DU TOUT.





# ACTION DIRECTE et l'épouvantail commode du terrorisme

Il aura suffi d'un simple coup de téléphone revendiquant le meurtre de l'ingénieur général René Audran au nom d'Action Directe, pour qu'aussitôt la presse et les autorités brandissent sans l'ombre d'une hésitation le spectre du « terrorisme international ». Et voilà que des groupes terroristes que l'on disait hier moribonds — Action Directe, la Fraction Armée Rouge allemande et les Brigades Rouges italiennes — seraient devenus du jour au lendemain l'âme d'un vaste « complot international », visant rien de moins que la déstabilisation de l'OTAN !

Certes Action Directe n'a pas, pour autant qu'on le sache, démenti ces allégations.

Mais si ceux qui se sont emparés de cette thèse ont choisi d'en écarter d'autres, tout aussi vraisemblables, c'est sans doute aussi parce que cela fait bien leur affaire.

Après tout, en tant que directeur adjoint des affaires internationales au ministère de la Défense, Audran n'avait-il pas la haute main sur les ventes d'armes — visibles et occultes — entre la France et le reste du monde ? N'était-il pas, de par ses fonctions, au centre de combines plus ou moins louches, dont les protagonistes ont plus de chances d'être des agents des services spéciaux, des barbouzes de tout poil, voire d'authentiques truands, que des terroristes qui se récla-

ment de la lutte contre l'impérialisme ? Autant dire que le sort qu'a connu Audran faisait partie des risques du métier et que, entre les clients mécontents, les acheteurs éconduits et les trafiquants concurrents, bien des gens pouvaient estimer avoir de bonnes raisons de lui régler son compte.

En tout cas, par lui-même, le meurtre d'Audran ne constitue certainement pas la preuve de la volonté de ses auteurs de combattre l'impérialisme au nom de la classe ouvrière, combat dont affirme se réclamer Action Directe.

Et si c'était quand même le cas, si Action Directe était bien l'auteur de ce meurtre, si cette organisation avait bel et bien

décidé de passer des attentats à la bombe contre des locaux ou sièges symboliques, à l'assassinat délibéré de tel ou tel personnage de l'Etat, cela ne constituerait pas une preuve de sa vigueur, mais bien plutôt une preuve de sa faiblesse. La faiblesse de militants isolés, coupés de la population et de la classe ouvrière, au point d'en être réduits à remplacer la force collective des travailleurs par l'inefficacité spectaculaire des actions de desperados, incompréhensibles de la population et même rejetées par elle.

Car si des actes comme le meurtre d'Audran peuvent être mis au compte de n'importe qui, il est certain qu'ils ne renforcent en aucun cas le camp

des opprimés, bien au contraire. Le passé l'a montré à maintes reprises : chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, ce sont les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat qui ont su tirer profit d'actes semblables, pour légitimer un renforcement de l'appareil répressif, un renforcement qui, sous couleur de lutte contre le terrorisme, vise toujours en fin de compte la classe ouvrière, sinon pour aujourd'hui, en tout cas pour demain. Et quels que soient aujourd'hui les véritables auteurs du meurtre d'Audran, c'est bien à cela que rêvent toutes les polices européennes et tous ceux qui agitent le spectre du « terrorisme international ».

## La justice civile au garde-à-vous

Parce qu'il ne supportait pas la vie militaire, un appelé avait tenté de se suicider en juillet dernier. Réformé par la suite, il en était quitte avec l'armée. Mais pas avec la justice. Le tribunal correctionnel de Montpellier l'a en effet condamné la semaine dernière à six mois de prison, dont un ferme, pour « mutilation volontaire » et pour « s'être rendu volontaire-

ment impropre au service dans le but de se soustraire à ses obligations militaires ».

Le procureur a tout de même hésité à réclamer une condamnation. Mais ce qui a emporté sa décision, c'est de « songer aux objecteurs de conscience qui, eux, prennent des risques pour ne pas faire leur service militaire. Ce sont des gens cou-

rageux. Lui est un lâche ». L'argument ne manque pas de surprendre, quand on sait que les tribunaux ne font pas de cadeaux non plus aux objecteurs.

Les tribunaux militaires ont été supprimés. Mais la justice civile fait manifestement du zèle pour se montrer à la hauteur.

## Parole de patron...

Trois mois après le drame de l'hôpital de Poitiers où une jeune femme était morte au cours d'une anesthésie, le professeur Mériel lui-même est inculpé pour homicide involontaire. Certes, a-t-il déclaré, il l'est à sa demande, afin de « pouvoir avoir accès au dossier » et reste en fonctions à l'hôpital. Mais le fait est qu'aujourd'hui, la justice lui reproche d'avoir laissé le respirateur branché alors que la patiente se cyanosait.

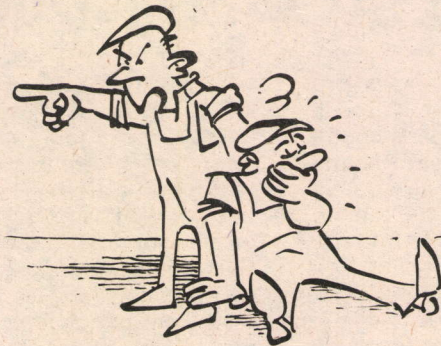
On se rappelle que cette affaire avait fait grand bruit à

l'époque et que c'était ce même professeur Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation, qui avait tout de suite accusé ses deux confrères, les docteurs Archambeau et Diallo. Et l'accusation n'était pas légère puisqu'il s'agissait d'avoir volontairement inversé les tuyaux de respiration, ce qui aurait entraîné l'asphyxie de la patiente. Le motif d'une telle monstruosité ? La vengeance contre leur patron, un règlement de comptes avec la peau des malades, en quelque sorte.

Aujourd'hui, avec l'inculpation du professeur Mériel, cette accusation et cette hypothèse sont loin de sembler aussi solides. Les avocats du docteur Diallo ont d'ailleurs déposé, mardi 29 janvier, une plainte en diffamation contre le professeur. Reste que ce fut sur les seules déclarations de celui-ci que les deux docteurs furent immédiatement inculpés et arrêtés il y a trois mois. Comme quoi, pour certains, a priori, « parole de patron ne saurait mentir »...

CONTRE LES CHEQUES SANS PROVISION,  
DES TIMBRES-AMENDES  
PAYABLES DANS LES COMMISSARIATS  
POUR PUNIR LES "COUPABLES" ?

ET MAINTENANT, EN PLUS,  
ON VA SE FAIRE MATRAQUER  
DANS LES COMMISSARIATS  
A COUP DE TIMBRES



## Affaire Grégory : trop pressée pour être honnête

Inculpé depuis plus de trois mois du meurtre du petit Grégory, Bernard Laroche est toujours en prison, bien qu'il n'ait pas cessé de nier ce dont il est accusé. Il avait été privé de liberté à la suite de la déposition de sa belle-sœur Muriel, une adolescente de 15 ans, déposition qu'elle avait pourtant retirée quelques jours après, disant qu'elle lui avait été extorquée sous la pression par les gendarmes.

Lors de la dernière confrontation, il est apparu que l'un des gendarmes entendus était l'auteur d'un croquis produit jusque-là

comme émanant de la main de Muriel ! Que des gendarmes aient le goût du « travail » vite et bien fait, au point de fabriquer des preuves et en même temps des coupables, voilà qui s'est produit un certain nombre de fois dans le passé.

Le doute sur la culpabilité de Bernard Laroche existe au moins depuis la rétractation de sa jeune belle-sœur, mais cet homme reste malgré tout en prison alors qu'il n'existe aucune preuve de sa culpabilité. On ne voit pourtant pas en quoi sa mise en liberté présenterait un danger quelconque.

Certainement pas un danger plus grand en tout cas que celui que font courir par exemple les gros bonnets du Milieu, notoirement connus de la police, et que celle-ci n'arrête pas, faute de preuves, justement ! Mais voilà, les gros bonnets ont le bras long. Comme tous les notables, ils ont les moyens de se défendre.

Et si Bernard Laroche n'avait pas été un simple contremaître dans une usine, mais une personnalité locale, il y a de fortes chances qu'il n'aurait pas connu la prison avant qu'il ait pu être constitué un dossier d'accusation plus solide.

## Quand l'assassin se pose en victime...

Le procès de Bernard Depitout s'est ouvert mercredi 30 janvier à Nanterre. Il est accusé d'homicide volontaire pour le meurtre, voici deux ans et demi, d'un jeune Marocain de 19 ans, Abdendi Guemiah.

Des gosses faisaient du bruit sous ses fenêtres — il vivait dans un pavillon en bordure d'une cité de transit à Nanterre. Il a sorti sa carabine et a tiré à plusieurs reprises. Abdendi Guemiah, qui rentrait chez lui, a été tué. A Nanterre, une manifestation de plusieurs milliers d'habitants avait par-

couru la ville pour dénoncer ce crime raciste.

Aujourd'hui, le procès s'est ouvert. D'après *L'Humanité* du 31 janvier, dans une lettre du 13 janvier, Bernard Depitout s'est adressé au procureur de Nanterre pour s'en prendre « aux Arabes de Nanterre » et demander au magistrat de protéger ses amis, afin qu'ils « ne se fassent pas attaquer par les Arabes ». Mais en attendant, c'est lui qui non seulement tient ce type de propos provocateurs et d'injures racistes, mais est passé au coup de fusil meurtrier.



## Suppressions de postes dans l'enseignement

### Le rectorat de Versailles applique l'austérité

Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, ne cesse de parler de la nécessité de « moderniser » l'enseignement, de « bâtir le collège de la réussite » et de « lutter contre l'échec scolaire ». A l'écouter, si tout n'est pas encore parfait dans le meilleur des mondes scolaires, tout irait vers « le mieux ».

Pendant qu'il discourt, ses services, sur le terrain, préparent la rentrée 1985. Ainsi, le rectorat de Versailles prévoit de supprimer plusieurs centaines d'heures d'enseignement dans les lycées et les LEP (lycées d'enseignement professionnel). Ainsi, sur Argenteuil, il est prévu 100 heures en moins au LEP Fernand-Léger, 35 au LEP Victor-

Puiseux, 77 au lycée Georges-Braque. La plupart des établissements sont touchés et, si certains ne le sont pas, c'est qu'ils l'ont été l'an dernier.

Moins d'heures d'enseignement, cela signifie moins d'enseignants pour un nombre identique d'élèves. Concrètement, ce sera plus d'élèves par classe (jusqu'à 35), moins de dédoublements qui permettent à certaines heures d'avoir la moitié de la classe ; et pour certains élèves ce sera la suppression des matières à option et facultatives. Dans les LEP, les mesures de Chevènement entraîneront la suppression de l'anglais pour les CAP industriels et par conséquent la fin de la pos-

sibilité pour les meilleurs élèves de préparer, après leur CAP, un BEP ou un bac technique, car il leur sera alors impossible d'être au niveau en anglais s'ils n'en ont pas fait pendant les 3 années de préparation au CAP.

Les délégations d'élèves et d'enseignants reçues au rectorat se sont entendu répondre « *qu'il ne fallait pas se plaindre, qu'il y avait pire et que de toute façon ces mesures étaient la concrétisation de l'austérité gouvernementale... qu'il fallait accepter* ».

A voir la mobilisation des élèves et des enseignants, il semble que cette année, dans l'académie de Versailles, l'austérité ne passe pas facilement.

Correspondant LO



### LA COURNEUVE

#### Une journée de grève au CES Jean-Vilar

Le collège Jean-Vilar, l'un des établissements fréquentés par les jeunes des 4 000 logements de La Courneuve, a été totalement paralysé par une grève le vendredi 25 janvier.

Dès l'annonce de projets, provenant en particulier de l'Inspection académique de Bobigny, de supprimer à la prochaine rentrée scolaire 6 à 8 postes d'enseignants sur les 48 existant au collège, ceux-ci se réunissaient en assemblée générale. Le 15 janvier, ils décidaient d'une grève pour le 25.

La grève fut activement préparée, avec la participation du maximum d'enseignants : poursuite des inscriptions pour la grève au fil des jours, rédaction d'une lettre aux parents pour les prévenir et leur en expliquer les raisons ; envois de délégations le midi aux autres collèges de La Courneuve, Poincaré et Politzer, eux aussi touchés par le même train de mesures. A Poincaré en particulier, la grève a rencontré un écho favorable.

preuve qu'il est possible de trouver un appui partout où l'on projette de supprimer des postes ; parce que partout cela devra signifier des matières délaissées, des classes encore surchargées, des conditions de travail aggravées.

De leur côté, les parents d'élèves se réunissaient le 19 janvier et décidaient de lancer à leur tour un appel à la grève, en demandant à tous les parents de ne pas envoyer leurs enfants au collège le 25.

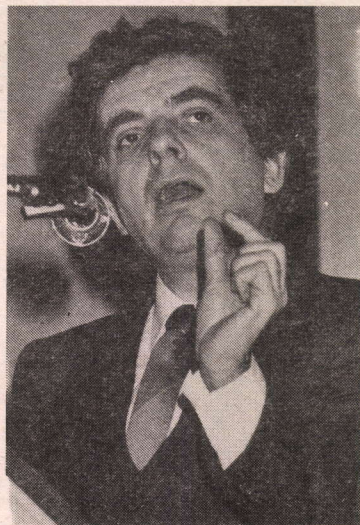
Ainsi, les parents, mais aussi les élèves étaient à leur tour associés à la préparation de la grève : une pétition était adressée à l'ensemble des parents ; aux élèves de la leur transmettre et de les convaincre de la signer, aux professeurs d'en organiser la collecte en retour. C'est ainsi que l'on vit les élèves d'une classe scander un « *Non aux suppressions de postes* » qui n'était pas tout à fait au programme scolaire...

Enfin, la section syndicale FEN prit également position pour la grève.

Le 25, à peine une douzaine d'élèves se présentèrent au collège, sur les 500 inscrits ; et 80 % des enseignants étaient en grève. La délégation prévue pour aller à l'Inspection académique regroupait une bonne cinquantaine de personnes, profs, parents, et aussi une délégation de Poincaré.

Et si l'inspecteur avait pris soin de s'éclipser par avance en allant, paraît-il, à une inauguration quelconque avec Mitterrand, il ne pourra pas ignorer qu'en réponse aux suppressions de postes, Jean-Vilar a été totalement paralysé par la grève.

Correspondant LO



Chevènement veut plus de réussite mais moins de profs. (AFP)

### ARGENTEUIL

#### Grève au lycée Georges Braque et au LEP Victor Puiseux

L'annonce, pour la prochaine rentrée scolaire, de la suppression de 6 postes au lycée et 3 au LEP a suscité beaucoup de discussions. Déjà cette année, l'austérité s'était traduite, par exemple, par la suppression des cours de 2<sup>e</sup> langue vivante au LEP et par des effectifs de 35 à 40 élèves dans certaines classes du lycée.

Les lycéens ont vite compris que la prochaine rentrée scolaire, telle qu'elle est préparée, avec la suppression pure et simple de certaines disciplines, se terminera pour eux par un plus grand nombre d'échecs aux examens.

La réaction a été prompte et massive : les élèves ont débrayé trois jours (15, 16, 17 janvier) : le temps d'alerter les autres lycées d'Argenteuil, où les problèmes sont identiques. Au LEP Jean-Jaurès, le proviseur a essayé de les empêcher d'entrer... puis de sortir en les enfermant dans les salles. Jeudi 17 janvier, plusieurs centaines de lycéens se sont rendus en manifestation au ministère de l'Éducation nationale à Paris. Là, ils se sont entendu dire : « *On n'y est pour rien (!), c'est le rectorat de Versailles* ». Ah bon ? Alors on y va !

Mardi 22 janvier, ils se

sont donc rendus au rectorat, en entraînant cette fois des élèves du LEP Fernand-Léger. Seulement là non plus on n'y peut rien. Ils ont voulu y retourner le vendredi 25 janvier avec la délégation organisée par les enseignants, mais la SNCF et la police les ont bloqués à la Gare Saint-Lazare en annulant un train complet. (Voir ci-dessous).

Les visites dans les bureaux feutrés mais protégés de ceux qui décident de leur avenir ont permis à de nombreux lycéens de mesurer avec quel mépris on les traite.

Correspondant LO

#### SNCF — Rectorat : même combat

Le 25 janvier, les élèves du lycée Georges-Braque et du LEP Victor-Puiseux d'Argenteuil, rejoints par quelques élèves d'autres établissements de la ville, avaient décidé de se rendre en manifestation au rectorat de Versailles où leurs professeurs devaient être reçus.

Ils en ont été empêchés par la direction SNCF de la gare Saint-Lazare, qui a carrément supprimé le train où étaient montés les manifes-

tants. Bloqués par les contrôleurs et un cordon de CRS, les élèves (environ 250) sont restés sur le quai toute la matinée, provoquant une vive agitation. Ils ont rencontré une certaine sympathie dans la gare, notamment de la part de certains employés de la SNCF qui les applaudirent des fenêtres des bureaux surplombant les quais.

Quant au représentant de la direction de la SNCF qui était venu sur place, plein

d'arrogance, il a d'abord exigé 8,20 F par personne (billet collectif)... Puis les identités de tous les majeurs... Puis seulement de quatre... Et enfin le nom d'un responsable ! Il a fallu deux heures de discussions et même l'intervention du député-maire d'Argenteuil, Montdargent (PCF) pour qu'elle accepte que les 250 élèves repartent à Argenteuil sans payer, mais tout de même pas en direction du rectorat.

Correspondant LO



## Afrique du Sud

# Les prétendues réformes de Botha

Vendredi 25 janvier, en ouvrant la première session du nouveau Parlement sud-africain qui compte désormais trois Chambres, celle des Blancs, celle des Métis et celle des Indiens, le président Pieter Botha a déclaré qu'il souhaitait que « les dirigeants noirs responsables prennent la main qui leur était tendue pour travailler ensemble au développement de leurs communautés ». « Il faut, a-t-il ajouté, donner à cette communauté la parole et un droit de participation politique, en retenant le principe qu'aucun groupe de population ne doit être placé en position dominante ».

Est-ce à dire que, après avoir proposé aux Indiens et aux Métis d'élire leurs représentants au Parlement, Botha va le proposer maintenant aux Noirs, exclus jusqu'à présent de tous droits politiques ? Il s'agirait alors, au mieux, de donner aux Noirs — et encore pas à tous : aux neuf millions qui vivent légalement en zone blanche — le droit déjà offert aux Métis et aux Indiens de voter, par race, pour créer « leur » assemblée raciale, légiférant pour quelques affaires concernant « leur » propre communauté. Tout cela sous le contrôle d'un président blanc, d'un pouvoir blanc, dont l'armée et la police continueraient à faire la loi en Afrique du Sud.

Bref, il s'agirait de poursuivre l'opération visant à « aménager » l'Apartheid sans tou-

cher à la suprématie blanche, pour tenter de donner au régime un meilleur visage.

L'Apartheid engendre des explosions sociales répétées. Botha l'a reconnu lui-même. Les émeutes de l'automne dernier « ne peuvent être ignorées », a-t-il dit. Et pour cause ! Nées, à l'origine, d'une protestation contre la hausse des loyers dans les cités noires, elles ont débouché, comme cela se produit souvent, sur un affrontement avec le pouvoir blanc et ont fait 160 morts.

Botha a ajouté que « certains problèmes ont provoqué la frustration des cités noires » ! Sûrement. Mais le « problème » majeur, c'est l'existence même de l'Apartheid !

Alors, le gouvernement voudrait donner l'illusion d'un assouplissement du régime, l'illusion que tout le monde y a droit à la parole, en créant des organismes censés représenter les Indiens, les Métis ou les Noirs, à l'usage de quelques membres des couches possédantes que l'on ferait ainsi collaborer à l'exercice du pouvoir. Cela pourrait faire illusion, sinon auprès de la population sud-africaine, du moins sur la scène internationale où le régime est bien souvent contesté ou condamné, même si c'est pour des motifs purement électoraux, comme le prouve en ce moment la campagne anti-Apartheid menée par le clan Kennedy aux Etats-Unis. Et pendant ce temps, cela per-



Un mineur noir et un patron blanc. Quand le premier se révolte, le deuxième appelle l'armée et les chiens. (Norma)

mettrait à ce régime — et c'est le plus important — de durer, de survivre, comme il le fait déjà depuis des dizaines d'années.

Mais le problème est qu'une politique aussi dérisoire peut difficilement donner le change. Les élections aux Chambres des Indiens et des Métis ont été remarquées... par l'ampleur du boycott auquel elles ont donné lieu : moins de 18 % des électeurs potentiels se sont déplacés pour aller voter.

Cette politique est encore plus dérisoire dans le cas des Noirs, ne serait-ce que parce

qu'elle ne s'adresse qu'aux neuf millions de Noirs habitant légalement la zone blanche, en ignorant volontairement les quatorze millions restants, considérés comme « citoyens » des Bantoustans — ces territoires prétendument autonomes ou indépendants qui sont en fait des ghettos. Et de toute façon, comme aux Indiens et aux Métis, elle ne donnera aux représentants noirs aucun pouvoir réel.

Alors, si même la « réforme » annoncée par Botha finit par voir le jour, il y a des chances pour que la population noire l'accueille avec le même

mépris que les Indiens et les Métis l'ont accueillie, au mois d'août, en boycottant les élections de leurs représentants.

Le Front Démocratique Uni (UDF), qui regroupe 700 organisations anti-Apartheid et dont un dirigeant vient d'être assassiné par la police mardi 23 janvier, a qualifié les déclarations de Botha de « manœuvre visant à faire croire à la communauté internationale que l'Afrique du Sud prenait le chemin de la démocratie ». Et il n'y aura sans doute que quelques dirigeants occidentaux à la Reagan pour faire mine d'y croire.

Sylvie MARECHAL

## Autriche

# Accueil officiel pour le retour d'un nazi

Sorti de prison, Walter Reder, cet ancien nazi responsable du massacre de 1830 personnes dans le village de Marzabotto en Italie à l'automne 1944, a été accueilli en Autriche par le ministre de la Défense, Frischenschlager. C'est par ce dernier que le scandale arrive et que le gouvernement autrichien se trouve mêlé à cette histoire.

Le chancelier autrichien Sinowatz (socialiste), qui se trouve à la tête d'une coalition de socialistes et de libéraux (parti auquel appartient le ministre de la Défense), a refusé de limoger ce membre de son gouvernement qui affiche aussi ouvertement ses sympathies pour l'assassin nazi.

Un débat doit intervenir au Parlement en fin de semaine, et le gouvernement pourrait encore se voir mis en minorité sur cette question. Toujours est-il que, devant la menace d'une rupture de la coalition, le chancelier socialiste préfère s'accommoder de son ministre de la Défense, aussi peu présentable soit-il aux yeux de l'opinion publique, plutôt que d'avoir à retourner devant ses électeurs.

Et cela est bien révélateur de ce que peuvent être les « raisons d'Etat » pour tous les politiciens qui défendent leur place au pouvoir. Le Parti Libéral est connu depuis ses débuts pour être un repaire d'anciens nazis, pour en com-

porter dans ses rangs plus que les autres partis, eux non plus pas totalement épargnés sans doute. Un personnel politique, ça ne se refait pas comme ça, même quarante ans après. Et ce n'est pas parce que la page de la Deuxième Guerre mondiale a été tournée que la société qui l'a engendrée a été réellement bouleversée.

Les habitants de Marzabotto ont eu beau exprimer leur écœurement et leur refus, lorsqu'on leur a demandé leur accord pour que Walter Reder bénéficie d'une libération anticipée pour Noël 1984, les respectés ont eu beau évoquer leurs souvenirs de l'horreur des massacres de toute une population, enfants compris, cela

n'a rien changé à l'affaire : l'accueil du ministre de la Défense était là pour blanchir Reder.

Bien sûr, on peut penser que quarante ans plus tard la prolongation de son emprisonnement n'avait plus aucune utilité. Mais qu'il lui ait été réservé un accueil officiel à sa sortie de prison et à son retour en Autriche, et que tout le gouvernement se soit finalement incliné devant le geste de l'un des siens, c'est finalement révélateur de la complicité qui lie les hauts fonctionnaires de l'Etat, quel que soit leur passé.

Cette histoire n'est pas une histoire typiquement allemande ou autrichienne. Elle aurait pu aussi bien être fran-

çaise. Car si un Papon, responsable du massacre de Charronne en tant que préfet de police en 1962 à la fin de la guerre d'Algérie, a pu cacher pendant plus de quarante ans qu'il avait aussi été responsable de la déportation de milliers de Juifs lorsque, pendant la Deuxième Guerre mondiale, il était haut fonctionnaire en Gironde, c'est bien parce que les appareils d'Etat au moyen desquels la bourgeoisie se maintient au pouvoir utilisent des hommes prêts à tout pour la défense de ses intérêts, et qu'ils se perpétuent en dépit des apparences que donne le changement de quelques individus à leur tête.

Louis GUILBERT





## Après onze mois de grève dans les mines, Thatcher n'a pas encore

Après plus de deux mois d'interruption, de nouvelles négociations vont peut-être avoir lieu entre le syndicat des mineurs et les Charbonnages britanniques. Une première réunion exploratoire s'est tenue le 29 janvier. Le syndicat des mineurs et les Charbonnages y auraient fait des « propositions nouvelles » dont la nature n'a pas été rendue publique. Et la guerre des communiqués qui s'en est suivie, destinée à montrer que les uns et les autres tenaient ferme sur leurs positions, ne permet pas de savoir si les négociations vont se poursuivre, ni sur quelles bases.

Une seule chose est sûre, c'est que cette réunion exploratoire et les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée ont marqué un recul de part et d'autre.

Un recul du syndicat des mineurs d'abord, qui a dû — c'était une condition préalable que lui imposait le gouvernement — confirmer par écrit qu'il accepterait de discuter des conditions de fermeture des puits « non rentables », chose qu'il avait toujours refusée jusqu'à présent. Un recul qui s'explique en partie par certains indices de démoralisation

dans les rangs des grévistes, dont Scargill, le chef des mineurs, est l'objet depuis la fin de son propre appui.

Quant au gouvernement, il n'a pas encore pu parvenir à la fin du mois de novembre de parvenir à une proposition des grévistes à laquelle ils n'ont pas dit oui. Ils n'ont pas dit non non plus : ils attendent : une fois que le gouvernement considèrerait le retour à la production, en imposant la grève, en imposant la grève. Seulement l'opinion n'est pas confirmée par le refus de toute négociation propre parti, et même ce refus dans la poursuite de la situation déjà inquiétante ment pesé dans son revirement.



## Toujours

Trois mois après son lancement, le mouvement de reprise du travail est très loin d'avoir atteint les objectifs que lui avait fixés Margaret Thatcher.

Ni le renforcement des dispositifs policiers, ni les promesses de primes alléchantes, ni les chantages au licenciement n'ont suffi. Aujourd'hui, les Charbonnages ont beau se féliciter de 77 000 non-grévistes qui seraient au travail d'après leurs calculs, cela veut quand même dire qu'il resterait 120 000 grévistes !

Encore ces chiffres sont-ils sujets à caution. Le syndicat des mineurs, qui les conteste, souligne en particulier qu'ils n'établissent aucune distinction entre les mineurs, d'une part, et les personnels administratifs et techniques

## L'isolement de la grève, prix du réformisme des Scargill

Depuis l'été, Scargill a affirmé aux mineurs que leur meilleur allié serait, selon ses propres mots, le « général Hiver », et qu'il fallait tenir bon jusqu'à ce qu'il « mette Thatcher à genoux ». Or la première vague de froid est passée sans que, en dehors de quelques coupures assez brèves, le gouvernement ait paru avoir des difficultés à répondre à la demande d'électricité. Par ailleurs, le mot d'ordre lancé par le syndicat des mineurs — allumer tous les appareils électriques à 18 h chaque jour — a semble-t-il été assez peu suivi, en tout cas pas assez pour provoquer la surcharge escomptée sur le réseau. Enfin, la solidarité manifestée par les ouvriers

d'un certain nombre de centrales thermiques, en refusant d'utiliser du charbon « jaune », ou par les conducteurs de camions-citernes des grandes sociétés pétrolières, n'a eu qu'un impact limité dans la mesure où le gouvernement a pu trouver en remplacement des travailleurs prêts à assurer leur travail.

Aujourd'hui, Scargill et les dirigeants du syndicat des mineurs ne peuvent plus, comme il y a encore un mois, laisser espérer une future intervention de l'ensemble des syndicats aux côtés des mineurs : après les multiples dérobades des dirigeants du Trade Union Congress, c'est une perspective qui ne peut plus être crédible.

Sans doute Scargill ne se gêne-t-il plus pour dénoncer l'inaction d'un certain nombre de dirigeants syndicaux. Mais il ne va pas jusqu'à passer outre, en s'adressant aux travailleurs par-dessus leur tête, ni même jusqu'à profiter des occasions pour permettre aux mineurs en grève de se retrouver au coude à coude, dans la lutte, avec d'autres travailleurs.

Cela s'est vu une fois de plus le 17 janvier. Ce jour-là, les cheminots du centre de l'Angleterre ont fait une grève de 24 h contre des mesures disciplinaires frappant des aiguilleurs qui refusaient de laisser passer les trains de charbon « jaune ». Malgré le mot d'ordre lancé par les deux

syndicats de cheminots qui limitaient le mouvement à une seule région, la grève s'est étendue spontanément à toute une série de dépôts et de gares dans d'autres régions. Quant au syndicat des mineurs, il a brillé par son absence à cette occasion, et n'a même pas organisé de démonstration de soutien aux cheminots sanctionnés !

Les meilleurs alliés des mineurs en lutte, ce ne sont ni les dirigeants syndicaux, ni le froid, ni l'insuffisance supposée du réseau électrique. C'est la force de la classe ouvrière elle-même, à condition de se donner les moyens de l'entraîner en s'adressant directement à elle. Scargill s'en est bien gardé. Il s'est bien gardé de

proposer aux grévistes de se servir de leur poids, de leur nombre, de leur détermination et de leur dynamisme pour aller eux-mêmes convaincre les travailleurs des usines alentours, par-dessus la tête de leurs dirigeants syndicaux, de se mettre en grève eux aussi, et de les aider à gagner pour toute la classe ouvrière l'épreuve de force engagée contre Thatcher et les patrons.

Car Scargill est avant tout un bureaucrate syndical, qui préfère perdre l'épreuve de force qu'il a engagée plutôt que de permettre aux mineurs, par leur force propre, d'entraîner les autres secteurs dans la lutte. Il n'a pas voulu engager le



re

## e gagné

s, mais aussi sans doute par la l, le leader du syndicat des quelque temps de la part de l'aile ail syndical.

il se vantait depuis le mois de ement à faire descendre la pro- pins de 50 %. Par conséquent, toute négociation est inutile, il e cap des 50 % dépassé, le gou- grève comme terminée et orga- ction normale, avec ou sans les s conditions au syndicat des isme de Margaret Thatcher est s faits. Et les critiques sur son qui ont gagné les rangs de son ins milieux financiers qui voient ve un facteur aggravant pour la le la livre sterling, ont certaine- ment.

## 20 000 mineurs en grève

d'autre part, alors que ceux-ci n'ont, en majorité, jamais été en grève.

Mais surtout, les Charbonnages se gardent bien de s'étendre sur la répartition géographique des non-grévistes. Il est vrai que dans un certain nombre de petits bassins miniers, là où les mineurs sont également le plus isolés, le mouvement de reprise a été très sensible. Au point que, dans quelques-uns, les grévistes sont désormais minoritaires. Mais, à l'exception des 20 000 mineurs du bassin du Nottinghamshire, qui n'ont pratiquement pas participé au mouvement, les trois plus grands bassins du pays restent paralysés : plus de 80 % de grévistes en Ecosse, 90 % dans le Yorkshire et 98 % au pays de Galles. Or ce sont ces bassins,

traditionnellement les plus combatifs, qui depuis le début jouent le rôle de « locomotive » du mouvement. Ce sont eux qui ont fourni le gros des effectifs des piquets de grève volants aux différentes phases de la grève et, à eux trois, ils représentent la moitié des mineurs du pays. Autant dire que les forces dont disposent les grévistes restent considérables.

Néanmoins, il est vrai que, même dans les bassins où la grève reste solide, le mouvement de reprise du travail est venu s'ajouter à la lassitude éprouvée par certains après près de onze mois de grève, à l'inflexibilité manifestée par le gouvernement et à l'isolement, pour peser sur le moral des grévistes. Et depuis un mois

les piquets de grève, en particulier les piquets de grève volants qui se chargent du contrôle des déplacements de charbon et de fuel vers les centrales thermiques, sont moins nombreux. Dans de nombreuses « lodges » — les sections syndicales de puits — les habituelles réunions pour la répartition des tâches sont désertées, quand elles ne sont pas purement et simplement supprimées par les responsables syndicaux locaux. Et si la solidarité matérielle du reste de la classe ouvrière continue à se manifester par un apport régulier de nourriture et d'argent dans les villages miniers, ce sont parfois les « cuisines collectives » qui ont du mal à trouver la main-d'œuvre nécessaire pour en assurer la répartition.

## La mini-crise de la livre : les craquements... du système

Le lundi 28 janvier aura été un lundi « noir » pour la livre sterling. Il a suffi que des rumeurs circulent sur des désaccords au sommet de l'OPEP de Genève, puis que ces rumeurs semblent confirmées par le départ théâtral du représentant des Emirats Arabes Unis, pour qu'aussitôt la Bourse britannique soit prise d'une frénésie à la baisse, tandis que la livre sterling faisait le plongeon par rapport à la plupart des monnaies.

Du coup, des records historiques ont été battus. L'indice boursier du *Financial Times* a enregistré la plus forte baisse jamais vue en une seule journée, tandis que la valeur boursière des 1 000 actions de référence qui servent de base à l'un des indices boursiers britanniques baissait d'un

seul coup de 80 milliards de francs !

Pour répondre à la spéculation à la baisse sur la livre sterling, le gouvernement britannique a dû, pour la troisième fois en moins de trois semaines, reléver de 2 % les taux d'intérêt. Sans d'ailleurs que cela provoque une amélioration durable du cours de la livre.

En fait, la journée du 28 janvier n'est que le plus récent épisode d'une flambée spéculative suscitée par les incertitudes du marché pétrolier mondial. Un marché qui est vital pour l'économie britannique, puisqu'il représente 20 % des profits réalisés dans le pays et 10 % des ressources de l'Etat. Des incertitudes qui viennent sans doute s'ajouter, aux yeux des spé-

## Les trusts pétroliers s'en tirent mieux que l'OPEP



Champ de pétrole en Louisiane. Les pays de l'OPEP produisent moins d'un tiers du pétrole mondial. (AFP)

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, vient, d'une part, de perdre quatre de ses membres sur treize et, d'autre part, d'abandonner l'essentiel de son système de fixation des prix, destiné à servir de référence sur le marché pétrolier mondial.

Depuis plus de deux ans, l'offre de pétrole dépasse largement la demande, la consommation ayant reculé avec la crise économique. De plus, les pays qui ont toujours refusé de faire partie de l'OPEP (la Norvège, la Grande-Bretagne, l'URSS, le Mexique) ont augmenté leur production. L'OPEP tentait de maintenir les prix en demandant à certains de ses membres de réduire leur production. Mais dans les faits,

les prix de référence étaient devenus caducs depuis déjà des mois, voire des années.

Le système de l'OPEP, mis en place il y a 12 ans, a permis aux pays producteurs de vendre leur pétrole dans de meilleures conditions durant quelques années. Cette période est révolue. Désormais ils devront consentir des rabais pour parvenir à négocier leur seule richesse.

Quant aux compagnies pétrolières, elles conservent une santé florissante, quelles que soient les fluctuations du marché. Elf Aquitaine vient d'enregistrer 6,5 milliards de bénéfices pour 1984 : une augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente, et le plus gros bénéfice d'une société française.

## Thatcher recalée à Oxford

L'assemblée des professeurs de l'Université d'Oxford a jeté la tradition aux orties en décidant, par 738 voix contre 319, de ne pas conférer de diplôme honorifique à Thatcher.

Pour que la colère l'emporte ainsi sur le respect de l'usage qui veut qu'un ancien élève de l'Université devenu Premier ministre soit ainsi récompensé, il a fallu que le très conservateur corps professoral d'Oxford en ait vrai-

ment par-dessus le bonnet de la politique de Thatcher. Celle-ci, passée maître dans l'art de tailler dans tous les budgets qui ne profitent pas directement au patronat, avait notamment sabré les crédits alloués à leurs recherches. Ce qui n'a pas empêché le journal *The Times*, soutien habituel de Thatcher, de voir dans cette décision les manœuvres d'une minorité de professeurs marxistes. Voilà qui va causer quelques cas d'apoplexie à Oxford...

mineurs dans une voie où ils auraient pu prendre la pleine mesure de leur force, où ils auraient pu faire eux-mêmes et faire faire à toute la classe ouvrière britannique l'expérience vivante que les travailleurs sont parfaitement capables de se passer des dirigeants syndicaux qui trahissent leurs intérêts. C'est une expérience bien trop dangereuse pour l'avenir de l'appareil syndical britannique, et même pour le pouvoir, non seulement de Thatcher, mais de toute la bourgeoisie, pour que Scargill se risque à ouvrir une telle perspective aux mineurs, la seule qui pourtant aurait pu leur donner le maximum de chances de gagner la bataille.

Tout cela vient rappeler que, si les pays pauvres sont les premiers à payer — et à quel prix ! — les soubresauts du marché mondial, les grandes puissances impérialistes, bien que mieux protégées, ne se trouvent pas pour autant à l'abri ; et qu'il peut suffire de rumeurs, de faux bruits, de paroles en l'air, pour que d'un seul coup des dizaines de milliards se volatilisent et que tout l'édifice économique s'en trouve perturbé. Dans un système dominé par la spéculation, l'aspect rationnel des choses ne pèse pas bien lourd. Et personne ne peut garantir qu'un jour les mêmes causes qui ont provoqué la mini-crise du 28 janvier ne puissent pas entraîner dans la chute des pans entiers de l'économie mondiale !

François ROULEAU



## □ CHAFFOTEAUX (Saint-Brieuc)

### Face aux travailleurs inquiets, les flics

A trois semaines de l'échéance du 15 février, c'est toujours le silence concernant l'avenir des travailleurs de Chaffoteaux et l'inquiétude grandit. Si à cette date Chaffoteaux ne paie pas une partie de ses dettes (15 %), ce sera le règlement judiciaire. Et beaucoup, à l'usine, pensent qu'on ne coupera pas à une charrette de licenciements.

Pour rompre « ce mur du silence », comme elle dit, la CGT a appelé les salariés de Chaffoteaux à différentes actions. Après les manifestations à Saint-Brieuc, les interventions auprès de certains conseils municipaux de la région, l'occupation de la mairie à majorité socialiste, les réunions avec les pouvoirs publics qui les ont suivies et dont il n'est jamais rien ressorti de nouveau, la CGT a durci ses actions.

Durant la semaine du 15 au 20 janvier, la direction de l'usine faisait circuler des bruits selon lesquels l'échéance du 15 février passerait sans problème et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, puisqu'il y avait un plan de charge de travail complet pour le premier trimestre. Ces informations furent largement diffusées dans les ateliers par les cadres et la maîtrise, si bien que certains commençaient à espérer qu'ils s'en sortiraient sans licenciement.

Mais le mercredi 23 janvier, la CGT appelait à débrayer une demi-heure en fin de poste et à se réunir dans le couloir. 800 travailleurs répondirent à son appel. Elle fit le compte rendu de la réunion du CCE qui s'était déroulée la veille à Paris, où, là, le curateur avait contredit complètement les informations rassurantes de la direction de l'usine sur l'avenir immédiat. D'après lui, sans partenaire financier ou sans aide des banques, il était impossible de passer l'échéance du 15 février. La CGT proposait alors d'aller demander des comptes au directeur. Plusieurs centaines de travailleurs s'engageaient alors dans les couloirs pour le dénicher. Après avoir jeté un coup d'œil dans son bureau, ils le trouvèrent en réunion avec la maîtrise d'un atelier. Seules 80 personnes purent entrer dans la salle de réunion. Le directeur, très démagogique, déclara que ce qu'il pouvait dire à la maîtrise et les informations que la CGT avait obtenues à Paris n'étaient pas contradictoires. Après une heure de discussion, la CGT proposait d'aller le lendemain, après le travail, chercher à la préfecture les réponses aux questions qu'elle avait posées aux pouvoirs publics, à savoir : quelles sont les entreprises qui s'intéressent à Chaffoteaux ? Est-ce des entrepri-

ses concurrentes ? Et quelles sont leurs conditions de reprise ?

Le jeudi soir, c'est à 200 que les travailleurs se retrouvaient devant les grilles de la préfecture. Les responsables préfectoraux ne voulaient recevoir que 4 personnes, et non 20 comme le demandait la CGT.

Chacun cherchait alors une porte pour entrer quand même dans les bâtiments. Un délégué enjamba les grilles et fut cueilli par les CRS. Un autre groupe entra, mais fut lui aussi refoulé par les CRS qui arrivaient de plus en plus nombreux. Une vingtaine de travailleurs enjambèrent également les grilles et furent reconduits manu militari à la sortie. Des insultes fusèrent vers les CRS et quelques coups furent échangés après que le commissaire de police eut arrosé les manifestants de gaz lacrymogène. L'ambiance commençait à chauffer, d'autant plus que trois camarades avaient été emmenés au poste de police de la préfecture. Les premières pierres volèrent contre les CRS (l'un d'eux reçut une brique en pleine figure). Les CRS répliquèrent en envoyant des grenades lacrymogènes. La bagarre dura une demi-heure : briques d'un côté, grenades de l'autre. A 18 h 15 les responsables de la CGT demandaient à être reçus à la mairie. Il n'en fut rien ; les portes étaient fermées. Comme un camarade avait été blessé au front par une grenade, la CGT appelait à la dislocation de la manifestation, après avoir demandé aux travailleurs présents de faire le compte rendu des événements le lendemain à l'usine.

Le vendredi 25, l'ambiance à l'usine n'était pas très chaude. Beaucoup avaient été « refroidis » par les grenades lacrymogènes

de la veille. Cela dit, la CGT appelait tout de même les travailleurs à débrayer trois quarts d'heure en fin de poste et à se rendre massivement à la préfecture pour d'une part protester contre l'intervention des forces de l'ordre, et d'autre part soutenir la délégation de 20 personnes (10 délégués, 10 salariés) qui serait cette fois reçue. Dans la matinée, plusieurs assemblées s'étaient tenues dans les ateliers de l'usine. Les travailleurs, dans leur grande majorité, décidaient de débrayer. A 15 heures toutes les machines étaient quasiment arrêtées. Mais seuls 300 à 400 travailleurs se rendirent à la préfecture, les autres rentrant chez eux.

Les CRS étaient encore présents, mais ne sont pas intervenus cette fois. La délégation fut reçue pendant une heure. Les travailleurs attendaient. De cette entrevue avec les responsables du conseil général il n'est rien ressorti, sinon la promesse d'une nouvelle réunion tripartite.

Aujourd'hui, la CGT dit qu'il faut à tout prix que les pouvoirs publics interviennent auprès des banques, pour que celles-ci aident Chaffoteaux à passer le 15 février, et qu'il est temps que l'on négocie le seul plan véritable de sauvetage qui existe, c'est-à-dire celui que la CGT a proposé depuis plusieurs mois.

Alors, oui, l'inquiétude est grande à l'usine. Mais pour l'instant rien n'est joué. La majorité des travailleurs n'a pas véritablement engagé la lutte mais, à chaque fois que des actions ont été proposées, une partie importante a toujours répondu « présent », et il n'est pas dit d'avance que les travailleurs encaisseront les coups des patrons sans les rendre.

Correspondant LO

## □ PEUGEOT (Mulhouse)

### Accident mortel

Mardi 22 janvier, un ouvrier âgé de 37 ans, père de deux enfants, a été écrasé, la tête broyée par une presse, dans le secteur des 5 presses de 1 000 tonnes de l'atelier Emboutissage.

Ce camarade, régleur, faisait ce qu'on appelle une « intervention » rapide sur la machine, nettoyage et petit entretien. Son chef, témoin de l'accident, a été hospitalisé, ses nerfs ayant craqué. Et à l'heure où nous écrivons, on ne sait pas encore bien ce qui s'est passé. Par contre, une semaine environ avant l'accident, le temps d'intervention rapide avait été réduit de moitié, de 20 minutes à 10 minutes, en modifiant la position d'arrêt de la presse, ce qui, semble-t-il, rendait impossible la mise en place de cales de sécurité, l'empêchant de descendre quand on travaille dessous. Ce qui n'a pas empêché la direction d'immédiatement laisser entendre, par le biais de la presse locale, que c'est l'ouvrier qui serait responsable de l'accident, puisque n'ayant pas mis les cales de sécurité.

Par contre, dans les ateliers, l'émotion a été intense. Plusieurs centaines de travailleurs ont arrêté le travail spontanément dans l'atelier, mais ont été immédiatement refoulés par la maîtrise puis par la police arrivée sur les lieux. D'autres, du secteur, écœurés et révoltés, se sont évanouis ou ont fui le secteur, vomissant, criant, les larmes aux yeux. Cela d'autant plus que, dans

cette usine où la production augmente régulièrement tous les mois et où les samedis travaillés ne sont pas rares, tout le monde sait très bien que ça peut arriver à chacun parce que, partout, les cadences sont inhumaines. Ainsi, dix jours auparavant, un camarade avait une main écrasée en Forges ; la semaine avant, toujours en Forges, c'était un bras qui était broyé. Le mois précédent, un camarade à l'Emboutissage avait la main coupée en deux au niveau de la paume... et bien d'autres au fil des mois.

Ainsi la prestigieuse 205, fleuron actuel de la marque Peugeot, n'est pas faite que de tôles mais aussi du sang et de la sueur des travailleurs.

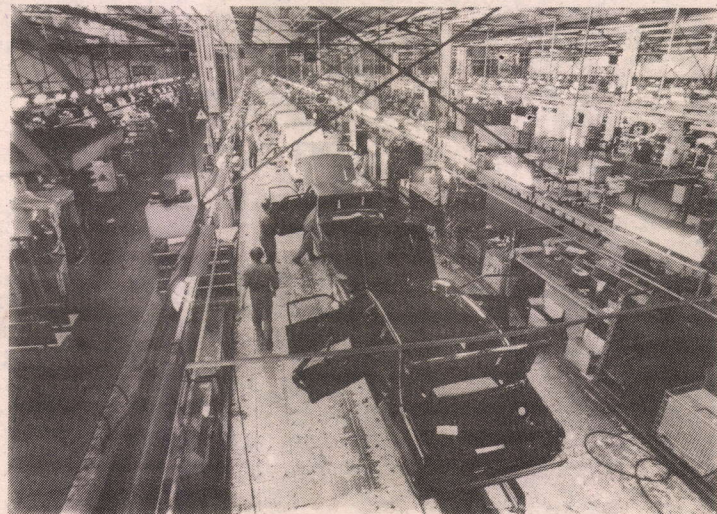
Correspondant LO

## Les réactions à Sochaux

Deux heures trente après la mort de l'ouvrier des presses de Mulhouse, la maîtrise des presses de Sochaux réunissait les ouvriers professionnels et contrôleurs pour informer que « l'ouvrier tué n'avait pas respecté les consignes de sécurité ». Surtout, ajoutait un chef, « mettez les chandelles, personne ne vous dira quelque chose » (les chandelles sont les cales de sécurité qui permettent de travailler sous la presse). Ce qui équivaut déjà à un demi-aveu. La plupart des ouvriers ne sont nullement étonnés qu'un tel accident puisse arriver. « Si on respecte toutes les consignes, c'est

impossible de sortir la production. Et quand la production ne sort pas, on a la maîtrise au cul ». Aux Presses, la direction a supprimé une grande partie des chefs d'équipe et a déplacé les responsabilités en partie sur les régleurs. Ces derniers prennent beaucoup de risques pour éviter temps morts, arrêt prolongé du moteur des presses et placement des chandelles. La concurrence entre équipes, les gains de productivité sont responsables des risques encourus par les ouvriers, sous le regard complice de la direction.

Correspondant LO





□ **LTT (Conflans)**

## On ne laissera pas négocier nos licenciements

Mardi 29 janvier, à l'appel des syndicats, environ 450 travailleurs des LTT de Conflans se sont rendus à Paris où aurait dû se tenir le Comité central d'entreprise annonçant le plan de 1002 suppressions d'emplois de la direction.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous y étions attendus ! Entre les barrages installés dans la rue elle-même et les renforts stationnés à proximité, sur les Champs-Élysées, il y avait presque autant de CRS que de manifestants !

Devant un tel déploiement de forces et face au refus de la direction de les retirer tant qu'il y aurait des manifestants — on dirait d'ailleurs que le PDG Imbert a gardé un mauvais souvenir de notre précédente rencontre... —, les syndicats ont décidé de ne pas assister au

CCE, tandis que la direction proposait un nouveau CCE, cette fois-ci dans l'usine et à condition... qu'il n'y ait pas de manifestation ce jour-là. Elle peut compter sur nous pour... remettre ça.

Avant que nous remontions dans les cars, la CGT a rappelé qu'elle refusait le plan de la direction, mais se tenait prête

à une autre réunion tripartite, nationale cette fois-ci, sur les problèmes de l'industrie des télécommunications.

Quant à la CFDT, elle a tenté de nous convaincre qu'il fallait aller au CCE pour amender les aspects négatifs du plan présenté.

Cette déclaration a été si peu appréciée que, de retour à

l'usine, après qu'une faible majorité eut voté la reprise du travail pour l'après-midi, à quelques-uns, nous avons décidé d'aller demander des comptes aux responsables syndicaux, et particulièrement à ceux de la CFDT.

C'est donc à une trentaine que nous nous sommes retrouvés dans les locaux syndicaux. La démarche était si inhabi-

tuelle que tous les responsables sont venus voir de quoi il retournait. Là, nous avons appris que, pour la CFDT, le maintien de 1 600 emplois à LTT-Conflans était irréaliste et que l'on pouvait envisager de négocier des mutations d'activités (et donc de personnel) à Lannion.

On aurait cru entendre la direction ! C'est d'ailleurs ce que nous avons dit à ces messieurs, en des termes il est vrai moins choisis et... plus bruyants.

Décidément, il y a des syndicalistes que la négociation démange ! Mais pour tous ceux qui étaient venus leur demander des comptes, une chose est claire : pas question qu'ils négocient en notre nom tant qu'il y a des licenciements au bout des négociations !

Correspondant LO

### Idée choc

*D'après des informations dont L'Humanité fait état, le gouvernement socialiste envisagerait d'autoriser le transfert des activités de transmission de Thomson-Gennevilliers à LTT-Conflans.*

*Le centre Thomson-Gennevilliers a connu plusieurs centaines de suppressions de postes, et d'autres sont annoncées. Quant à Conflans, le « plan social » publié lundi dernier prévoit 1002 licenciements, et la lutte s'amplifie pour les empêcher.*

*Mais il n'y a pas à dire, c'est une riche idée : mettre ensemble deux secteurs qui licencient, c'est du nouveau et de l'inédit pour éviter des licenciements.*

(Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Thomson-CSF Malakoff).

### Exprimez-vous

#### ils feront le reste

La direction générale aurait signé un accord avec les responsables CGT, CFDT et CGC, à propos des fameuses expériences sur le droit d'expression des salariés. Ils auraient reconnu l'intérêt des expériences en question et décidé de les poursuivre.

Domage que les licenciés de Gennevilliers et les milliers de restructurés, filialisés, déplacés de Thomson-CSF n'aient pas l'occasion de donner leur opinion sur la concertation façon Thomson.

□ **ALSTHOM-ATLANTIQUE (Belfort)**

## La flexibilité vue par le patron

Depuis quelques mois, les patrons de l'Alsthom-Atlantique Belfort (7600 personnes) ont eux aussi leur « plan social » : en 1985, 33 jours chômés pour les ouvriers, 22 jours chômés pour les bureaux, un nouveau plan FNE, des départs volontaires et une aide au retour pour les travailleurs immigrés. Ces mesures sont rendues nécessaires, d'après la direction, par une baisse de charge. Toujours à cause de cette « baisse de charge », environ 300 camarades ont été retirés de la production pour être versés dans une équipe dite de « réserve » et qui est chargée des travaux d'entretien de l'usine, autrefois confiés à des entreprises extérieures.

Mais depuis le début de l'année on voit dans presque tous les ateliers la maîtrise faire pression pour augmenter la productivité, car il y a des commandes, et avec des délais de plus en plus courts.

Alors que le chômage technique reste prévu, avec des pertes de salaire pour tout le monde, sauf pour les cadres, on voit des ateliers faire des

heures supplémentaires le samedi matin. Dans des ateliers comme l'IHT, le Montage Stator, la Grosse Chaudronnerie, des camarades travaillent en 3 x 8 heures. Au Hall 2000, il est prévu de faire travailler des volontaires le samedi et le dimanche en 2 x 12 heures. A l'IHT, la maîtrise fait pression pour trouver des volontaires travaillant le samedi, en congé le lundi. Au Hall 2000, des bobineurs ont été mis en chômage technique en janvier et devront travailler en février, date prévue pour une semaine de chômage technique.

C'est dans ce contexte que la direction a désigné, début janvier, 18 travailleurs de l'équipe réserve pour aller travailler à la Grosse Chaudronnerie. Ces travailleurs, ajusteurs, fraiseurs, tourneurs, devraient devenir des soudeurs-chaudronniers dans cet atelier connu pour ses conditions de travail pénibles : bruit, travaux très sales, etc.

Ces travailleurs ont d'abord refusé ce diktat. La direction les a alors menacés de licenciement. Malgré ces pressions, ils furent encore onze travail-

leurs à toujours refuser ce poste.

Le vendredi 18 janvier, la direction leur a envoyé une lettre les menaçant de licenciement si le lundi suivant ils ne travaillaient pas à la Grosse Chaudronnerie. Dans toute l'usine, pour beaucoup, c'est un degré supplémentaire dans les attaques de la direction. Et

certaines pensent qu'il faudrait réagir sur toute l'usine.

Lundi matin, sur un secteur de 120 personnes, le Bâtiment 302 et l'IHT, une quarantaine de travailleurs se sont réunis à l'initiative de militants CGT et ont décidé par voie de tract d'appeler tous les travailleurs des secteurs environnants, soit environ 800 personnes, à une réunion le lendemain matin. En

□ **SNIAS (Marignane)**

### Flexibilité montre le bout de son nez

Lundi 21 janvier, c'était le chômage partiel. La raison avancée est le manque de travail, le manque de commandes, le manque de tout...

Comment se fait-il alors qu'une partie de l'usine ait travaillé le samedi, le dimanche et le lundi, notamment au Fraisage ? Samedi et dimanche étaient en heures supplémentaires.

Est-ce cela, la flexibilité

de l'emploi dans une usine nationalisée ? Les uns au chômage partiel, les autres en heures supplémentaires ; on comprend que cela soit la revendication des patrons — avoir du personnel corvéable à merci — mais ce n'est pas le nôtre.

Extrait du bulletin LUTTE OUVRIERE SNIAS Marignane.

même temps, à la Grosse Construction, c'est une soixantaine de travailleurs qui se sont réunis, également à l'initiative d'un militant CGT.

La CGT et les autres syndicats ont protesté par tract mais se sont contentés de cela. Et l'attitude de la direction de la CGT a été de pousser ces onze camarades à accepter de travailler à la Grosse Chaudronnerie car, « s'il y a du travail, c'est une bonne chose ».

Mardi matin, c'est environ 70 personnes qui se sont retrouvées au Bâtiment 302. Beaucoup des présents s'étonnèrent que les syndicats n'aient pas appelé sur l'ensemble de l'usine. Mais, se sentant isolés, ils n'ont pas voulu prendre d'initiatives eux mêmes, attendant un mot d'ordre éventuel des syndicats.

Entre-temps, les onze travailleurs menacés sont allés à la Grosse Chaudronnerie et se sont déclarés en grève. La direction, finalement, a décidé de ne pas imposer sa décision avant d'avoir demandé des volontaires pour pourvoir ces postes.

Correspondant LO



□ **SNECMA (Gennevilliers)**

## Elections sur fond des remous

Le 24 janvier, les élections de délégués du personnel et de délégués au CE ont eu lieu. Le résultat des élections a vu une progression (+ 5,5 %) de la CGT depuis 1984, avec 60 % des votants. Il faut dire que, depuis plusieurs semaines, c'est elle qui était à l'initiative des actions contre la baisse du pouvoir d'achat. Pour la CFDT, là aussi, la baisse qu'elle avait enregistrée l'année précédente a été confirmée. La CFDT s'était distinguée par la signature en 1984 de l'accord sur la réduction du temps de travail (RTT), c'est-à-dire la perte de 30 % sur la 38<sup>e</sup> heure.

Depuis plusieurs semaines, sur le Centre, il y avait eu plusieurs mouvements de grève contre la baisse du

pouvoir d'achat. Ces mouvements, au plus fort de l'action, ont réuni 850 travailleurs le 13 décembre, qui ont voté d'aller manifester au siège à Paris, sous les fenêtres de la direction générale. Le 17 décembre, 160 travailleurs ont participé à la manifestation. Celle-ci s'est déroulée dans un climat assez tendu entre la CGT et la CFDT, chacune voulant tirer à soi la couverture, sans avoir quoi que ce soit de différent à proposer. La polémique, qui existait déjà avant le 17 décembre, s'est ensuite envenimée dans la semaine précédant les élections.

Cela a provoqué chez une centaine de travailleurs d'un atelier important de l'usine, les Aubes, suffisamment de mécontentement pour que s'organise

une pétition qui portait comme en-tête: « J'en ai marre des polémiques syndicales qui passent avant les intérêts des travailleurs ». Cette pétition a ensuite circulé dans le secteur Fonderie, signée là aussi par une centaine de personnes réclamant la fin des polémiques. Mais cela n'a pas arrêté pour autant les attaques entre les syndicats.

Parmi les signataires des pétitions, parmi ceux qui les ont fait circuler, certains attendent après une « union syndicale ». Mais d'autres ont aussi compris que, la prochaine fois, il faudra s'organiser entre travailleurs, se donner sa propre direction, un comité de grève élu, ce qui mettra d'accord les syndicats.

Correspondant LO

□ **STEIN INDUSTRIE**

(Roubaix)

## Ça va mal pour nos salaires, mais les actionnaires sont parés

Comme ceux de l'ensemble des travailleurs, nos salaires à Stein-Industrie (filiale des groupes nationalisés Alstom-Atlantique, spécialisée dans la fabrication de tubes pour les centrales thermiques et le nucléaire) ont pris un sacré coup ces dernières années.

Des calculs de la CGT ont montré qu'entre janvier 1982 et octobre 1984 nous avons perdu l'équivalent de 1,38 mois de salaire, une façon pour la direction de récupérer le 13<sup>e</sup> mois que nous avions acquis, entre autres choses, après une grève en 1978.

A la réunion du dernier CE, la direction a annoncé que l'augmentation annuelle prévue pour 1985 sera de 4,5 % (5 % l'an dernier, conformément d'ailleurs aux « suggestions » du gouvernement Mauroy).

Or, sur ces 4,5 %, 2,5 % seulement seront versés au titre d'augmentation générale à tous les salariés. 1,8 % sera versé au titre d'augmentation individuelle (promotion, etc.), c'est-à-dire... à la tête du client !

Et le comble de tout, c'est le fameux coup de

pouce « d'une augmentation de 0,10 % pour les moins de 35 ans », destinée « à donner envie aux jeunes de rester dans l'entreprise »...

Eh bien, tout calcul fait, cela rapportera aux heureux bénéficiaires la coquette somme de 35 F par an, en moyenne, car là non plus la répartition ne sera pas égale, mais dépendra du bon vouloir des chefs.

Pourtant, du côté des intérêts des actionnaires, les choses ne vont pas si mal que ça : l'année 1983 avait déjà été une bonne année, où les profits avaient augmenté de 19 % et les dividendes de... 274 % par rapport à l'année précédente.

Eh bien, pour le bilan de 1984, cela s'annonce encore bien pour eux puisque, toujours d'après les calculs de la CGT, les profits ont été multipliés par 3,3 par rapport à 1983 !

D'après la direction, une telle limitation de la hausse des salaires serait une question de « sûreté ».

Ce qui est sûr, c'est que les actionnaires seuls y trouvent leur compte !

Correspondant LO

□ **CAPDENAC (Aveyron)**

## Deux jours chauds, à Forest-Linné

Forest-Linné est une usine de 430 salariés, produisant des machines-outils géantes, qui fait partie de Machines Françaises Lourdes (MFL), regroupement de producteurs de machines-outils mis en place par le gouvernement socialiste. Le 15 janvier, dans une réunion sur les négociations salariales, la direction propose 1,5 % d'augmentation pour tous, plus 0 % ou 1 % ou 3 % au mérite pour l'année. Et elle annonce qu'il faudra licencier environ 40 personnes, non par manque de charge, mais « parce qu'on est trop nombreux ». Enfin, pour couronner le tout, le responsable de MFL pique une colère mémorable en apprenant que l'usine a fermé à Noël et décide désormais d'interdire de prendre la cinquième semaine entre Noël et le nouvel an, ce qui ferait mauvais effet pour les clients.

C'est la goutte qui fait déborder le vase chez les ouvriers et aussi chez les cadres, grands consommateurs de ski.

Le mercredi 22 janvier, le P-DG de MFL débarque à Capdenac. Aussitôt la section CFDT (le seul syndicat dans l'usine) monte dans son bureau et s'entend dire qu'en France il y a trop de congés, alors qu'au Japon il

n'y a que trois semaines de congés, etc., etc. A 15 heures, après une prise de parole, c'est la grève et tout le monde monte dans les bureaux. On installe des micros et des haut-parleurs dans le couloir pour une discussion non-stop jusqu'au lendemain 18 heures.

Nous nous relayons pour dire tout ce que nous avons sur le cœur au représentant de la direction. Des questions sont posées sur les dépenses de la direction, les voitures de location, sur les nombreux voyages du directeur aux USA en *Concorde*, sur les dépenses exorbitantes du représentant commercial en Argentine, où on loue un appartement de 17 pièces avec piscine, alors que dans le même temps on nous propose pour l'année des augmentations comprises entre 1,5 % et 4,5 %. Puis nous demandons des comptes aux petits chefs qui soudain se montrent extrêmement compréhensifs. Seul détail saugrenu : de malheureux clients américains atterrissent en pleine occupation et semblent étonnés par les pétards et les feux de Bengale.

La direction oppose un refus global à toutes les revendications, proposant seulement une redistribution un peu moins inégale

offre comme augmentations de salaire. Mais le jeudi soir, après un vote en assemblée générale, la majorité décide d'arrêter le mouvement, contente d'avoir montré ce que nous étions capables de faire et de recommencer au besoin.

Correspondant LO

□ **PTT (Haute-Vienne)**

## Après l'effort, le peu de réconfort

Après le froid et la neige, c'est l'heure du bilan pour les préposés PTT. Le ministre avait dit : « Il n'est pas question de dégager des moyens supplémentaires, mais je remercie le personnel des PTT qui assure avec satisfaction (sic) le service public ».

Aussi, en Haute-Vienne, ce sont bien des heures en plus qu'a dû faire chaque facteur, surtout dans les campagnes où les routes sont restées toujours enneigées.

Mais les heures supplémentaires n'ont pas été toutes retenues. Ainsi la direction générale n'accordait qu'une

prime dite « de panier », globalement, d'environ 218 F. La direction départementale n'a, elle, rien accordé de plus pour Limoges et a considéré qu'à la campagne nous n'avons fait qu'une demi-heure supplémentaire chaque jour lors de la période du 7 au 19 janvier.

C'est loin du compte puisque certains préposés, avec des tournées à pied de plus de 20 kilomètres bien souvent, ont fait jusqu'à une quinzaine ou à une vingtaine d'heures supplémentaires, et non six comme l'avance la direction.

Malgré ce que nous

avons réclamé, la direction n'a pas accordé de primes de boissons chaudes... estimant sans doute que les usagers pourraient nous ravitailler pendant nos tournées. Il a même fallu qu'elle se fasse tirer l'oreille pour nous donner les pneus cloutés nécessaires aux voitures de service.

Mais était-ce drôle pour la direction elle-même ? Imaginez les grosses légumes obligées de s'entasser à quatre ou cinq dans une voiture de fonction... les autres étant réquisitionnées !

Correspondant LO



## Le pauvre homme !

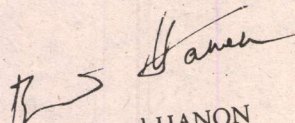
Voici la lettre de l'ex-P.-D.G. Bernard Hanon, lettre qu'il a envoyée aux travailleurs du groupe Renault. Oh, pas à tous les travailleurs : à ceux qui ont le privilège d'avoir un coefficient confortable. Il a sûrement pensé que les OS et les professionnels ne risquaient pas d'être sensibles aux sentiments... de leur ancien P.-D.G.

### RENAULT

Après vingt-cinq années où, de jour en jour, ma vie a été profondément liée à la vie de Renault, je vous quitte. Pourtant, c'est avec une volonté intense que j'aurais voulu faire sortir cette grande maison du passage le plus difficile de son histoire. Les circonstances ne le permettent pas.

A tous, je tiens à dire tout ce que j'ai découvert chez Renault de talent, d'originalité, de force et d'amitié. Cette maison, c'est chacun d'entre vous qui l'a construite dans un esprit de fierté et de confiance. Je vous en remercie. Mais il est du destin des grandes entreprises humaines de subir des épreuves à leur mesure. Cela n'en altère en rien la force profonde. Il faut bannir le doute.

Au-delà de l'épreuve, Renault doit se retrouver plus aguerri que jamais pour affronter un niveau de concurrence inconnu jusqu'alors. Soyez-en persuadés et poursuivez votre tâche avec foi et courage en accordant à mon successeur le même soutien que vous m'avez accordé. La fidélité que j'éprouve pour notre entreprise ne me laissera pas libre de m'en éloigner trop et je la verrai s'épanouir avec une grande joie. Car, si l'on peut quitter Renault, on ne peut toutefois s'en détacher. Avec le regret vif de ne plus être associé directement à votre effort, je vous dis à tous : " Au revoir ".

  
Bernard HANON

Le « message » de Bernard Hanon a eu du mal à passer. Il faut dire qu'au moment où l'on insiste sur la nécessité de supprimer des emplois dans le groupe Renault, beaucoup de salariés se sont dit qu'il valait mieux avoir des problèmes d'attachement... que des problèmes d'argent.

### Un essai à transformer en lutte

Au Contrôle la direction dit que, pour avoir une augmentation, il faut passer le P2. Mais pour avoir le P2, il faut passer un essai. Pour passer l'essai, il faut faire un test. Et si le test ne marche pas, il faut passer en formation, refaire des trucs qu'on n'a pas vus depuis qu'on a quitté l'école, pour certains il y a bien longtemps.

Dans cette histoire, il y a maldonne depuis le début. Si la direction veut augmenter la qualification de volontaires, c'est logique qu'elle les forme et qu'elle hausse le salaire en conséquence. Mais cela n'a rien à voir avec une augmentation de salaire toute simple, celle qui permet de faire face ou d'améliorer l'ordinaire.

Alors, pour une augmentation toute simple, il vaut mieux une bonne grève toute simple qu'un essai bien compliqué.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Flins.

### SODEXHO (Paris)

## Une journée de grève à la cantine de la Providence

Le vendredi 25 janvier, les 12 travailleurs de la cantine des assurances La Providence (rue de la Victoire, Paris 9<sup>e</sup>) ont fait une journée de grève pour leurs revendications. Leur employeur est la SODEXHO, une entreprise de restauration pour collectivités qui gère quelque 250 restaurants d'entreprises, d'hôpitaux ou d'écoles. Parmi eux, une trentaine ont connu des débrayages allant parfois jusqu'à une journée de grève.

A l'origine de ces mouvements, il y a les propositions d'augmentations salariales qui seront négociées avec les syndicats le 4 février. La SODEXHO propose par exemple 4 015 F brut en janvier 1985 pour les salaires les plus bas (femme de ménage,

employé de service, plongeur), 4 568 F pour un cuisinier ou un pâtissier.

Devant des propositions aussi basses, les syndicats de la restauration ont lancé une semaine d'action du 21 au 26 janvier, sur les revendications suivantes :

- 4 500 F minimum ;
- le 13<sup>e</sup> mois versé au bout d'un an de maison, au lieu de 3 ans actuellement (la cantine de La Providence est passée de la GFR à la SODEXHO à l'automne 1983, sans prise en compte de l'ancienneté du personnel, qui ne touche donc pas de 13<sup>e</sup> mois) ;
- le virement de la paye sur un compte bancaire (actuellement, les employés reçoivent un chèque le 8 du mois suivant et ne peuvent donc disposer de leur argent avant le 12 — c'est la

### Alès

## Grève à la ST 2A

La ST 2A est la société assurant les transports publics à Alès. Elle emploie 18 conducteurs de bus, dont une dizaine de syndiqués à la CGT, seul syndicat de l'entreprise.

Les salaires y sont bas (4 600 F par mois), parmi les plus bas de la profession. Le matériel est souvent ancien, les conditions d'hygiène des locaux professionnels déplorable.

La gestion de la ST 2A a été confiée par la municipalité PC-PS d'Alès à une société privée spécialisée, Transexel.

Jeudi 17 la grève éclatait, après de multiples et stériles négociations. Grève illimitée votée en assemblée générale par 13 votes pour et 3 nuls (2 chauffeurs étaient malades).

Les revendications présentées étaient :

- 7 000 F de salaire brut ;
- un treizième mois ;
- des améliorations des conditions d'hygiène et de travail.

Toutes choses qui auraient placé ces travailleurs sur le même plan que leurs camarades de la ville voisine de Nîmes, qui ont le même patron.

Face à ces revendications, le directeur de la ST 2A, dans un premier temps, prétend que la subvention que lui accorde la municipalité est insuffisante ; dès que cette subvention sera augmentée, il augmentera les chauffeurs. En attendant, il propose 2 % en plus des augmentations gouvernementales.

En fait, et c'est un des problèmes, personne ne sait au juste quels rapports juridiques et financiers unissent la mairie

à Transexel. De toute façon les chauffeurs, eux, veulent une augmentation, quel que soit en définitive leur véritable patron. Et par leur grève ils entendent bien se donner les moyens de l'obtenir.

En fait, pendant 8 jours que durera la grève, les chauffeurs, très unis et décidés, seront présents chaque matin au piquet de grève.

Après de multiples négociations avec le patron local, le patron régional a daigné se déplacer. Après discussions, les grévistes baissent leurs exigences à 11 % d'augmentation. Le patron augmente ses propositions. Finalement un protocole d'accord est signé, qui prévoit 8,5 % d'augmentation échelonnés sur 1985, 6 % échelonnés sur 1986 à rediscuter selon l'évolution des prix, une prime tenant lieu de 13<sup>e</sup> mois de 2 000 F en 1985 et 3 000 F en 1986, une prime d'intéressement d'un maximum de 2 000 F, un budget œuvres sociales, des promesses d'améliorations diverses de conditions de travail et d'hygiène qui, elles, restent soumises au bon vouloir de la municipalité.

Finalement, le 25 janvier, les chauffeurs ont repris le travail sur ces bases. Reprise votée en assemblée générale par 7 voix contre 4.

Les chauffeurs sont très satisfaits de l'unité qui a été la leur pendant le conflit, moyennement satisfaits des résultats de leur combat et bien décidés à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO



## Les Palestiniens d'une guerre à l'autre

d'Eric Rouleau

Ce livre n'est pas une étude détaillée des différents conflits qui éclatèrent au Moyen-Orient depuis une vingtaine d'années. L'ayant rédigé à partir de ses articles parus dans *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique*, d'interviews et de notes, Eric Rouleau analyse les problèmes qui se posent dans cette partie du monde de 1967 à nos jours.

Les événements sont brièvement rapportés : la guerre des Six jours en 1967, l'occupation qui s'ensuivit de la Cisjordanie par l'Etat israélien, la nouvelle « diaspora » palestinienne, Septembre Noir en Jordanie en 1970, et enfin le conflit libanais et les accords de Camp David entre Israël et l'Egypte. Ce faisant, Eric Rouleau montre qu'il ne s'agit pas de heurts isolés entre tel ou tel Etat, tel ou tel peuple qui peuvent être résolus indépendamment les uns des autres. Mais surtout il analyse les rapports des forces existant entre Israël, les Etats arabes, les Palestiniens... et l'impérialisme.

La création de l'Etat d'Israël, en 1948, avait déjà chassé les Palestiniens de leurs terres, les contraignant à se réfugier dans les pays arabes voisins. Cet exode s'est accentué après 1967. Tandis que la population palestinienne restant dans les territoires occupés, privée de tous droits, servait de masse de main-d'œuvre à bon marché à l'Etat d'Israël, l'afflux des réfugiés dans les pays arabes allait créer un élément de déstabilisation pour les régimes en place, comme ce fut le cas notamment en Jordanie et plus tard au Liban. N'ayant plus rien à perdre, résolus à se battre pour leur droit à l'existence dans un Etat national, organisés et armés, les Palestiniens créaient de fait, indépendamment même de la politique de compromis de leurs dirigeants, un pôle d'attraction pour toutes les masses arabes déshéritées ; et c'est cette contagion possible de la lutte des Palestiniens que craignaient les régimes réactionnaires. Les Etats arabes étaient prêts à se servir de la cause palestinienne comme d'un thème de propagande et de démagogie, ils étaient prêts à se servir de la mobilisation du peuple palestinien dans leurs marchandages avec l'impérialisme, mais a-

condition de pouvoir mettre au pas les masses palestiniennes en les plaçant sous leur contrôle.

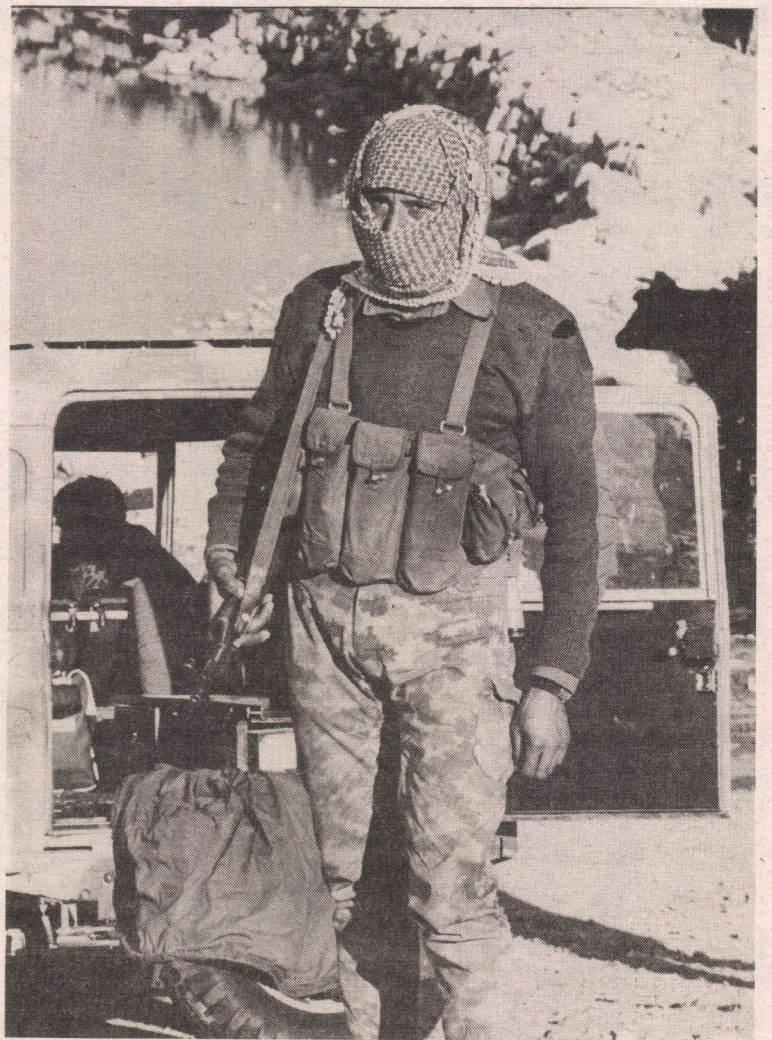
De la Jordanie à la Syrie, en passant par l'Egypte qui finit par signer une paix séparée avec Israël, Eric Rouleau montre comment les Palestiniens furent vaincus par ces mêmes dirigeants arabes qu'ils croyaient être leurs alliés, et au moment même où ils semblaient être en position de force. Le livre montre aussi assez bien comment l'OLP, elle-même, porte une responsabilité dans toutes ces défaites : en cherchant à tout prix à préserver l'alliance avec les régimes en place, alors même que ces régimes rassemblaient leurs forces contre eux, les dirigeants ont ligoté leur peuple et l'ont conduit de défaite en défaite — même si, entre temps, ils ont eu droit à une reconnaissance diplomatique !

Le point de vue de journa-

liste d'Eric Rouleau reste évidemment très descriptif. S'il montre bien la politique suivie par l'OLP pendant ces années, il ne la critique pas pour autant. Le portrait qu'il dresse d'Arafat ou d'autres dirigeants du Front est tout en éloges, sans nuances. De même, s'il dénonce avec nombre de détails frappants la politique menée par Israël au Moyen-Orient de façon générale et plus précisément dans les territoires occupés, il est beaucoup moins sévère vis-à-vis des Etats comme la Syrie ou l'Egypte. Par toutes les informations qu'il apporte, son livre fournit cependant un bon rappel de ces quinze ans d'histoire dramatique du peuple palestinien.

Marianne LAMIRAL

Les Palestiniens d'une guerre à l'autre d'Eric Rouleau. Ed. La Découverte-Le Monde. 228 pages. 72 F.

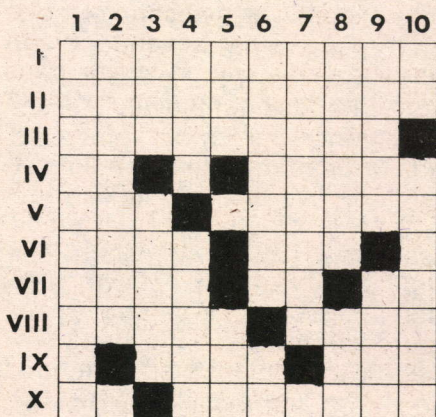


Les combattants palestiniens ont été conduits dans l'impasse par la politique de leurs dirigeants. (Ph. Bertolino)



Yasser Arafat entre Kadhafi et Hussein : l'alliance avec les régimes en place.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Haute ou basse, il enregistre sa hauteur. II. Difficultés. III. Soulier bas à lacets. IV. A moitié pris. Ministre de l'Intérieur à Paris, en février 1848. V. Venus. Fait un excellent osso bucco. VI. Aussi. N'admet pas. VII. Forme d'être. Pousse-aiguilles. Pronom. VIII. Rapproché. Maculé. IX. Parcouru une seconde fois. Sur la table. X. Avec lui, on va loin. Omission.

**VERTICALEMENT.** — 1. Blouses de femme. 2. Pas tout à fait riche. Elle peut être bonne. 4. Utile au pêcheur. Mousse. 5. Volonté. Coule en Alsace. 6. Ecrivain pacifiste français. A moitié seul. 7. Usines. 8. Fille du soleil. Pas, embrouillé. 9. Division du temps. Terres isolées. 10. Suit le docteur. Petit rôle au théâtre.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	H	I	R	O	N	D	E	L	L	E
II	A	N	I	M	E	E	I	O	N	
III	R	U	E	P	S	O	M	T		
IV	I	S	E	R	E	P	E	U	R	
V	D	I	T	S	T	E	R	N	E	
VI	E	T	O	N	O	R	I	T		
VII	L	E	N	I	F	I	A	N	T	E
VIII	L	N	E	S	O	E	N			
IX	E	T	E	R	E	C	U			
X	S	E	R	R	U	R	I	E	R	S



## La menace

### La machine de guerre soviétique

d'Andrew Cockburn

Contrairement à ce que son titre pourrait laisser supposer, ce livre prend le contrepied de l'abondante littérature militariste occidentale qui agite le mythe d'une URSS surarmée, prête à se lancer à l'assaut de l'Europe et du monde entier. Le propos de l'auteur est au contraire, et c'est ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage, de montrer « la différence entre les forces soviétiques telles qu'elles sont réellement et telles qu'elles sont présentées par l'administration militaire américaine et ses alliés à l'étranger. La différence s'explique par l'inflation délibérée et permanente de la menace par les militaires américains ».

Andrew Cockburn est un journaliste irlandais spécialisé dans les questions militaires et collabore à des journaux qui n'ont rien de pro-soviétiques comme *The Economist*, *The New York Times* et *Parameters*, revue de l'école américaine des Hautes Etudes militaires.

Il relève le caractère hautement fantaisiste des évaluations chiffrées de la puissance militaire soviétique auxquelles se livrent les différents organismes américains. C'est ainsi que pour estimer le montant du budget militaire soviétique, la CIA évalue le coût des matériels et activités de l'armée russe en se fondant... sur les prix américains ! Pour compléter ce fin travail d'analyse, les as de l'espionnage se font aider par des experts qui sont les dirigeants des grandes sociétés américaines produisant de l'armement. Ainsi, pour estimer le coût d'un bombardier soviétique, on demandera à la firme américaine construisant le modèle le plus proche de fournir son devis. Inutile de dire que les intéressés salent la note, ne serait-ce que pour justifier leurs propres factures réglées par le contribuable américain.

La comparaison entre les effectifs des troupes soviétiques du pacte de Varsovie d'une part et celles des pays de l'OTAN et de leurs alliés d'autre part est un autre objet de prédilection pour les statistiques officielles bidons, destinées simplement à renforcer les thèses de leurs auteurs. Les experts militaires américains jonglent avec les divisions sans tenir compte des effectifs de façon à faire apparaître une disproportion flagrante de forces en faveur des pays du camp de l'URSS. Cockburn établit, lui, un tableau sans doute plus proche de la réalité : en matière d'effectifs, l'OTAN et le Pacte de Varsovie sont en fait à peu près à égalité en Europe. Et si le nombre des

soldats russes est dans certains cas supérieur, cela relève plus d'une mauvaise organisation des troupes russes que cela ne reflète une quelconque supériorité.

Mais les effectifs ne sont pas tout dans une armée. L'auteur qui a pris connaissance des récits faits par d'anciens soldats de l'Armée rouge (notamment des émigrants juifs sortis d'URSS à partir des années 1970) donne de nombreux exemples du peu d'efficacité de l'encadrement, des mauvaises conditions de vie des soldats et de l'alcoolisme qui fait des ravages dans la troupe au point de faire passer, par comparaison, les armées occidentales pour des modèles de sobriété. Il montre aussi comment s'opère la sélection des chefs militaires, qui relève le plus souvent du hasard des rencontres personnelles et des liens d'allégeance qui se nouent au sein de coteries qui tentent de truster les plus hauts postes. Le récit qu'il fait de l'ascension et de la chute du général Yerchov constitue une illustration vivante du mode de sélection des responsables soviétiques...

Mais c'est évidemment en matière de matériel d'armement que les stratèges américains atteindraient les sommets de leurs inventions en ce qui concerne une prétendue supériorité soviétique.

L'auteur, lui, estime qu'il est difficile d'imaginer comment l'URSS, qui est encore économiquement un pays sous-développé par rapport aux Etats-Unis, pourrait les surclasser dans le domaine des armements les plus sophistiqués. Il passe en revue les principaux types de matériels et démonte les affirmations intéressées des prétendus experts et de tous les porte-voix des généraux et des capitalistes de l'armement.

En réalité, les chars soviétiques, l'un des épouvantails favoris de l'Occident, seraient souvent rustiques et peu fiables. Leurs moteurs ont d'ailleurs pour la plupart été conçus dans les années 1930 en copiant sur des modèles européens et ils tombent fréquemment en panne. Cela ressort nettement des essais faits sur des matériels soviétiques capturés lors de combats au Moyen-Orient. Leurs équipements de tir sont assez peu efficaces.

Dé même, les avions soviétiques souffriraient d'un faible rayon d'action, d'une vitesse et d'une longévité plus réduite que celle des modèles occidentaux. Il y a à

tout cela des explications simples, qui toutes se ramènent au niveau relativement bas de développement de l'industrie soviétique. Il ne suffit pas en effet d'avoir les ingénieurs pour concevoir, ni même les moyens de réaliser quelques prototypes. Mais il faut ensuite les produire en série pour en équiper l'armée. L'industrie soviétique y parvient imparfaitement.

De même en matière de missiles, les systèmes électroniques de guidage et de qualité des carburants, très difficiles à mettre au point, sont décisifs. Dans ces domaines, là aussi, selon l'auteur, l'industrie soviétique se trouve dans l'impossibilité de combler son retard. Ainsi bien des missiles soviétiques sont encore propulsés par des moteurs à carburant liquide malgré les très forts risques d'explosion lors de la mise à feu.

Au total les fusées soviétiques, présentées par la propagande occidentale comme une menace imparable ne peuvent rivaliser que de très loin avec celles de l'arsenal américain. Elles peuvent certes atteindre l'Europe mais plus difficilement les Etats-Unis. Le seul domaine dans lequel l'URSS fait jeu égal avec les Etats-Unis est celui du nombre et de l'importance des charges nucléaires. Mais justement comme le fait remarquer l'auteur, elle n'a guère les moyens de les transporter avec une précision comparable à celle des missiles américains.

Cockburn ne réserve pas ses critiques à l'URSS. Il note que l'industrie américaine de l'armement est spécialiste des armes miracles pour faire entrer l'argent dans les caisses des trusts... Celles-ci sont présentées comme une réplique indispensable à de nouveaux matériels soviétiques qui seraient en préparation. En règle générale, ces matériels soviétiques n'existent que dans les rapports de la CIA et dans l'imagination des stratèges du Pentagone.

Un livre qui remet à leur place la propagande anti-russe de tous les va-t-en-guerre de l'Occident et les mensonges des faussaires qui réclament toujours plus d'argent pour les trusts et les généraux aux Etats-Unis. Et aussi en France.

Pierre VERNANT

La Menace (La machine de guerre soviétique), d'Andrew Cockburn. Ed. Plon. 340 pages. 95 F.



Le surarmement soviétique : un mythe qui sert à justifier les commandes des trusts américains... et français. (AFP)



Réédition

## Un instant dans le vent

d'André Brink

Ce roman d'André Brink, comme *Un turbulent silence*, paru bien plus tard, se passe au temps de l'esclavage en Afrique du Sud.

En 1749, une expédition destinée à s'enfoncer à l'intérieur du continent sud-africain tourne au désastre. Elizabeth, l'épouse du responsable suédois de l'expédition, se retrouve seule avec un esclave en fuite, Adam, qui a suivi de loin le convoi.

Pendant le voyage de retour au Cap à travers le Veld, voyage très long et difficile, les rapports entre cette femme blanche et ce Noir en fuite vont évoluer. Et c'est ce rapprochement, l'amour qui naît entre eux qu'André Brink décrit dans son livre. Si un Blanc pouvait coucher, et à la rigueur

vivre, avec une femme noire, dans la société raciste du Cap, l'amour entre une femme blanche et un esclave noir était absolument condamné — et est toujours inadmissible.

Par des retours en arrière, André Brink fait ressentir au lecteur le racisme de cette société esclavagiste, le sort réservé aux femmes dans cette ville du Cap du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il montre quelle était déjà la condition des Noirs mais aussi la peur des Blancs non seulement d'une possible révolte collective des Noirs mais d'un simple geste violent et individuel d'un esclave noir.

Un roman à lire.

Marielle LEMONNIER

Un instant dans le vent, d'André Brink. Ed. Le Livre de Poche, 350 pages.



## La crise dans les pays de l'Est de Marcel Drach

L'auteur veut répondre par ce petit livre à la question de savoir « à quelle crise a-t-on réellement affaire dans les pays socialistes ? », ceux du moins qu'il qualifie ainsi, c'est-à-dire l'URSS et son glacis (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Allemagne de l'Est, Roumanie et Tchécoslovaquie). Il ne prétend proposer ni une analyse marxiste, ni une analyse exhaustive, mais simplement énoncer des faits significatifs des dérèglements dont ces pays sont le siège, dérèglements aggravés par la perméabilité plus ou moins grande de ces pays à la crise générale de l'économie capitaliste mondiale. Même s'ils ne sont pas toujours très nouveaux ni en relation directe avec la crise actuelle, les faits et les chiffres que l'auteur rapporte, moins à propos de l'URSS que des pays du glacis d'ailleurs, constituent l'intérêt de l'ouvrage.

Il s'ouvre sur quelques tableaux de la situation économique actuelle dans les pays de l'Est en soulignant d'ailleurs que, compte tenu de l'originalité des économies de ces pays, les mesures de comparaison directe avec ce qui se passe dans les pays capitalistes occidentaux sont parfois délicates voire impossibles. En particulier, l'auteur relève le développement des échanges Est-Ouest qui prit, dans certains pays comme la Pologne ou la Roumanie, un essor important au cours de la première moitié des années 1970 et qui s'est traduit par un endettement considérable dont le poids est « décisif dans l'avènement à l'Est d'une conjoncture récessionniste »,... accompagnée de pénuries aggravées, de rationnements alimentaires et de hausses de prix insupportables pour les populations.

Dans les pages qui suivent, l'auteur s'attache à décrire la

gabegie, le gaspillage de travail humain, les lourdeurs, les absurdités, le coût social énorme des mécanismes qui régissent l'économie des pays de l'Est, tous phénomènes qui ne sont d'ailleurs pas propres à la situation présente. Il montre en particulier comment la planification telle qu'elle est mise en œuvre dans ces pays engendre une anarchie, différente certes de celle qui règne dans les économies de profit (qu'il ne défend d'ailleurs pas) mais qui pèse d'un poids écrasant sur les conditions de vie et de travail de l'ensemble de la population laborieuse et des consommateurs non privilégiés. Par ailleurs, l'auteur rappelle comment toutes les tentatives de réformes économiques qui allaient dans le sens d'une certaine décentralisation au niveau des décisions économiques ont chaque fois été stoppées par les autorités politiques qui y voyaient un danger pour les pouvoirs de la « nomenklatura » au profit des « managers » et peut-être même au profit des ouvriers : l'auteur note en effet que « si on permet aux entreprises de licencier des ouvriers ou des employés (afin d'améliorer la compétitivité des entreprises), il faudra donner à ces derniers les moyens de se défendre » et donc laisser libre cours à la création de syndicats comme Solidarité par exemple.

Un petit livre donc très descriptif des mécanismes économiques de la planification dans les pays de l'Est et de ce fait intéressant même si l'on regrette que l'auteur ne fasse pas mieux ressortir les responsabilités politiques des méfaits de la planification bureaucratique qu'il décrit.

Lucienne PLAIN

La crise dans les pays de l'Est de Marcel Drach. Ed. La Découverte. Collection Repères. 123 pages.



Une queue devant une boucherie à Prague. (Ph. LO)

### Samedi 2 février

17 h 55. A2. Le magazine : émission d'actualités avec en particulier un portrait — apparemment peu critique mais, paraît-il, intéressant — de Thomas Borges, le ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste au Nicaragua.

20 h 05. FR3. Le Disney Channel : une émission consacrée aux vieux dessins animés.

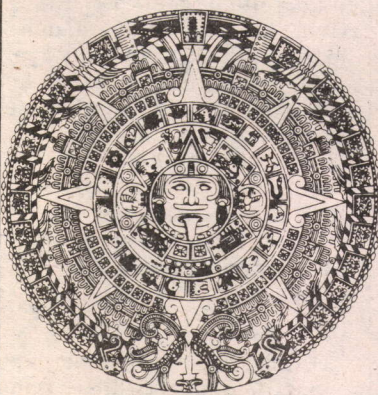
22 h 20. TF1. Droit de réponse : les secours d'urgence à la suite de catastrophes naturelles ou d'accidents quotidiens, avec Haroun Tazieff, Huguette Bouchardeau, etc.

### Dimanche 3 février

20 h 35. TF1. Le crime était presque parfait, film d'Alfred Hitchcock (1954) avec Ray Milland et Grace Kelly. Un chef-d'œuvre de suspense et de psychologie.

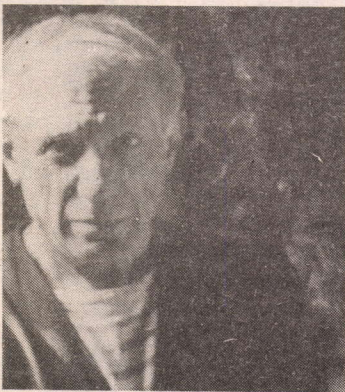


20 h 35. FR3. Architecture et géographie sacrée. Cinquième épisode d'une série de douze : Le serpent à plumes et les peuples du 5<sup>e</sup> soleil, consacré à la mythologie aztèque.



21 h 35. A2. Pour le meilleur et pour le pire, deuxième partie d'une série de reportages de Pascale Breugnot consacrés à la vie des femmes et des couples. Après le Japon, l'Égypte.

22 h 25. A2. Désirs des arts : comment Picasso est devenu Picasso.



22 h 30. Cinéma de minuit : Nuits de feu, film de Marcel L'Herbier (1937), d'après une œuvre de Tolstoï. Un procès en 1904, en Russie tsariste, et la jalousie d'un procureur.

### Lundi 4 février

20 h 35. TF1. Deux hommes dans la ville, film de José Giovanni (1973), avec Jean Gabin, Alain Delon et Michel Bouquet. Réquisitoire contre la justice, les méthodes de la police, la prison et la peine de mort.



20 h 35. A2. Opérette : La fille de Madame Angot de Lecoq, mise en scène par J.-C. Brialy. C'est l'histoire pleine de gaieté d'une jeune fille que les dames du Carreau des Halles ont prise sous leur protection à l'époque du Directoire.

20 h 35. FR3. Police Python 357, film d'Alain Corneau (1975) avec Yves Montand, Simone Signoret, François Périer. Policier.



### Mardi 5 février

20 h 35. FR3. La dernière séance. Deux films réalisés par Raoul Walsh avec l'actrice Virginia Mayo. A 20 h 50, Capitaine sans peur (1951), film d'aventures qui met en scène un capitaine de la marine britannique au XIX<sup>e</sup> siècle (avec Gregory Peck) ; et à 23 h 20 : La fille du désert (1949), un western célèbre.

20 h 40. A2. Malevil, film de Christian de Chalonge (1980), avec Michel Serrault, Jacques Villeret, Jean-Louis Trintignant. Survivre après la guerre atomique...



22 h 40. TF1. Tintam'art : le théâtre de Victor Hugo.

### Mercredi 6 février

22 h 20. Téléfilm : Fanchette : la reconstitution d'une histoire véridique, celle d'une petite fille abandonnée dans une petite ville du Berry en 1843, victime de l'hypocrisie des autorités et de l'Eglise.

### Jeudi 7 février

20 h 35. TF1. Au nom de tous les miens, feuilleton d'après le livre de Martin Gray et Max Gallo. Le destin d'un jeune Juif du ghetto de Varsovie. Autobiographique.



21 h 35. TF1. Infovision : Etre pauvre en Suisse.

21 h 35. A2. Résistances, avec, entre autres, un dossier sur Amnesty International et son fondateur Sean Mac Bride, la situation en Irlande du Nord, les réfugiés vietnamiens à Hong-Kong.

22 h 05. FR3. Trois frères, film de Francisco Rosi (1980) avec Charles Vanel, Philippe Noiret, Michele Placido. Trois frères, réunis pour la mort de leur mère, dans leur village natal des Pouilles, en Italie, se parlent et se racontent. L'un est devenu juge d'instruction à Rome, l'autre éducateur dans un centre pour jeunes délinquants à Naples, et le troisième ouvrier à Turin.



### Vendredi 8 février

20 h 35. FR3. Face à la trois : Pierre Joxe. L'autoportrait d'un socialiste devenu le policier N° 1 du pays. Cela peut être une bonne leçon de choses sur les relations entre la police et les socialistes...

21 h 35. A2. Apostrophe : L'argent et le pouvoir.

23 h. A2. Ciné-club : Place aux jeunes, de Léo MacCarty (1937). Deux vieux parents partent habiter séparément chez leurs enfants qui ne veulent pas prendre à leur charge les frais de la maison. L'égoïsme des enfants, la douleur des parents, considérés comme un fardeau...



## L'été prochain de Nadine Trintignant

Ce film est centré sur les rapports au sein d'une famille. Le père, affectueux, égoïste et volage, finit par laisser sa femme qui le met à la porte après vingt ans de vie commune et la naissance de six enfants. Les filles aînées se marient, la famille se disperse. Une grave maladie du père les rassemble à nouveau, et se renouent alors entre eux les liens qui les unissaient.

Les personnages féminins sont tous sympathiques. Ce qui n'est pas le cas des deux principaux personnages masculins (interprétés par Noiret et Trintignant), théâtraux et égocentriques. Cela donne un film gentiment féministe et gai. Mais la peinture de ce milieu privilégié, replié sur lui-même, comporte des longueurs.

M.L.



### Sélection cinéma

#### Films récents...

##### ANOTHER COUNTRY de Marek Kanievski

La vie d'un collège anglais dans les années 20. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. Saint-Germain Studio 5<sup>e</sup> (vo). Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo). Publicis Saint-Germain 6<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo). Gaumont Convention 15<sup>e</sup>.



##### AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les por-

traits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial Pathé 2<sup>e</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs Elysées 8<sup>e</sup> (vo). Athena 12<sup>e</sup>. Escorial 13<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Trois Murat 15<sup>e</sup>. Kinopanorama 15<sup>e</sup> (vo). Calypso 17<sup>e</sup> (vo).

##### TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un fait divers raciste, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.

Rex 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Mistral 14<sup>e</sup>. Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>. Images 18<sup>e</sup>. Tourelles 20<sup>e</sup>.

##### LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Berlitz 2<sup>e</sup>. Danton 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. Hollywood 9<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>.

##### KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et tristes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Forum Arc en Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. 14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Racine 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>. PLM St-Jacques 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

##### PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2<sup>e</sup> (vo). Panthéon 5<sup>e</sup> (vo). Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

##### GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup>.

##### QUILOMBO de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII<sup>e</sup> siècle, une révolte d'esclaves traitée sur le mode de l'épopée.

Denfert 14<sup>e</sup> (vo) à 19 h 30 sauf mardi (14h).

##### STRANGER THAN PARADISE. de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».

UGC Opéra 2<sup>e</sup> (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup> (vo). Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo). Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo). Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

## Kenny Clarke est mort

Le batteur de jazz Kenny Clarke vient de mourir. Né à Pittsburg aux Etats-Unis en 1914, il avait commencé sa carrière au milieu des années 1930. Mais c'est au début des années 1940, dans les clubs de jazz de Harlem, le quartier noir de New York, qu'avec le saxophoniste Charlie Parker, le trompettiste Dizzy Gillespie et le pianiste Thelonious Monk, il avait jeté les bases du jazz moderne, connu sous le nom de « bebop ».

Ses idées musicales visaient à rendre le jeu de batterie plus léger et plus agréable. Il voulait offrir aux solistes un soutien varié et nuancé « avec des accents, des ponctuations, des entrées, des relances, bref un tas de petits trucs très inspirants » comme il l'avait lui-même raconté.

Ainsi il influença des batteurs de jazz comme

Max Roach ou Art Blakey et bien d'autres encore jusqu'à aujourd'hui.

Installé en Europe dès 1949 pour ne plus subir la ségrégation raciale, il avait cependant affirmé sa solidarité avec différents leaders du mouvement noir américain comme Malcolm X, Martin Luther King ou Angela Davis.

S'il avait joué avec la plupart des grands noms du jazz, il restait toujours prêt à jouer avec des musiciens inconnus et au cours de spectacles qui ne relevaient pas toujours du grand « show-business » ! Cette attitude l'avait conduit à venir, pour le plaisir, faire sonner ses tambours à la fête de Lutte Ouvrière en 1982, où son talent avait soulevé les milliers d'applaudissements d'auditeurs enthousiastes.

J.F.



... et moins récents

##### LE BAL. d'Ettore Scola.

L'histoire de France de 1936 à nos jours vue à travers les bals, d'après une pièce du théâtre du Campagnol. Studio Galande 5<sup>e</sup>. Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

##### THE BLUES BROTHERS. de John Landis.

Un film plein de musique et de fantaisie. Boîte à films 17<sup>e</sup> (vo).

##### LA DIAGNOSTIC DU FOU. de Richard Linklater.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs sovié-

tiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest. Latina 4<sup>e</sup>.

##### DON GIOVANNI. de J. Losey.

L'opéra de Mozart joué dans des décors naturels. Splendide. Avec Ruggero Raimondi et Kiri Te Kanawa. Studio de La Harpe 5<sup>e</sup>.

##### JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE. de Dalton Trumbo.

Le plus violent réquisitoire contre la guerre. Saint-Ambroise 11<sup>e</sup> (vo) mardi à 21 h 50.



## Le pape en Amérique du Sud :

### Le pèlerin du capital

Cette semaine, deux voix se sont élevées contre la politisation des prêtres : celle d'un procureur, représentant Jaruzelski au procès de Torun, et celle de celui qui se veut l'adversaire résolu du même Jaruzelski, le pape Jean-Paul II...

Car si, pour le pape, les prêtres polonais ont le droit, et pourrait-on dire le devoir, de faire de la politique en s'opposant à un régime lié à l'URSS, il n'en va pas de même des prêtres d'Amérique latine qui s'opposent aux dictatures locales liées à l'impérialisme américain.

Et c'est en particulier pour dire cela, et pour mettre les récalcitrants au pas, que Jean-Paul II a entrepris un nouveau voyage — le 6<sup>e</sup> ! — dans cette partie du monde.

D'ailleurs, à titre de préambule, juste avant son départ, l'Eglise du Nicaragua avait décidé de démettre les quatre prêtres qui siègent dans le gouvernement sandiniste. Avertissement que le pape a précisé dès le jour de son arrivée, à Caracas, en dénonçant « ceux qui déforment le message de l'Evangile en le mettant au service d'idéologies et de stratégies politiques, à la

recherche d'une illusoire libération terrestre ».

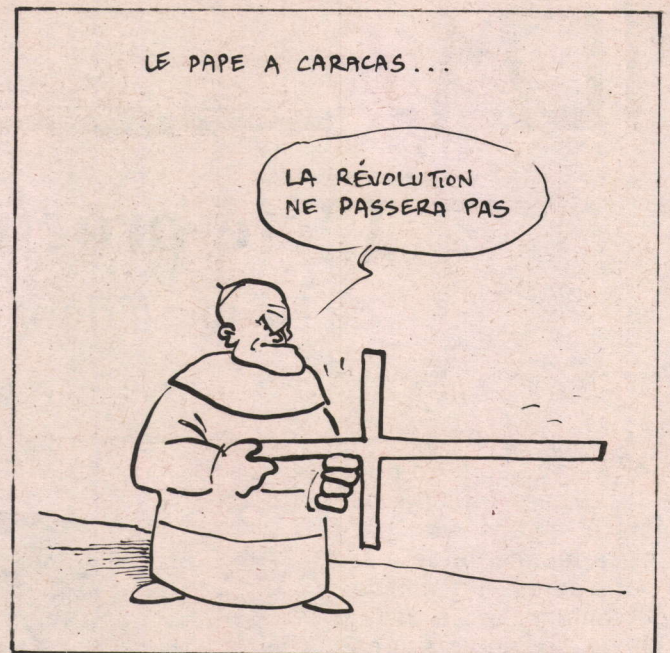
Bien sûr, a-t-il ajouté, s'adressant aux évêques vénézuéliens, il faut « contribuer à une plus grande élévation morale et matérielle des nécessiteux ». Mais seulement en conformité « avec les critères et les finalités évangéliques ». Et puisque la « libération terrestre » est « illusoire », il ne reste plus qu'à faire pénétrer la foi chrétienne « beaucoup plus profondément dans le tissu social, dans la stabilité et dans la sainteté de la famille chrétienne, dans les structures régulatrices de la justice sociale ». Autrement dit, pas question de remettre en cause l'ordre établi, ni les pouvoirs ou les institutions en place : tout ce qu'on peut faire, c'est tenter de les réformer de l'intérieur.

Mais c'est devant une assistance de 40 000 jeunes rassemblés dans le stade de Caracas que Jean-Paul II s'est montré le plus explicite. « Ne vous réfugiez pas dans l'alcool, la drogue, le sexe, les idéologies aliénantes ou dans celles qui prêchent la haine et la violence », a déclaré le pape. Et il a ajouté :

« Ne tombez pas dans le tourbillon révolutionnaire », invitant les jeunes vénézuéliens à « l'effort, pour construire, par des moyens pacifiques, une société plus humaine, fraternelle et participative ». Autrement dit : résignez-vous et travaillez !

Ce n'est bien sûr pas par hasard si c'est l'Amérique latine que le pape a choisie pour multiplier ses prêches. Comme il l'a dit lui-même au Venezuela. L'Amérique latine vit actuellement « une période importante et délicate de son histoire ». Délicate, oui, surtout pour l'impérialisme. Car aujourd'hui, dans cette région du monde, les risques d'explosion sociale sont grands. Poussées par la misère, les masses en révolte contre l'oppression impérialiste risquent demain de faire irruption sur la scène politique. Et c'est pour prévenir cela que le pape prend pour la sixième fois son bâton de pèlerin, pour aller prêcher la résignation aux pauvres de ces pays, et pour y mettre au pas ceux qui reconnaissent encore son autorité et contribuer, dans toute la mesure de ses possibilités, au maintien de l'ordre impérialiste.

François ROULEAU



### Les casse-pipe d'hier deviennent les casse-tête protocolaires d'aujourd'hui

Alors que l'on en est encore à plus de trois mois de la date du 8 mai, les diplomates occidentaux se triturent les méninges pour savoir comment fêter l'armistice qui, en 1945, avait mis fin à la Deuxième Guerre mondiale. 40 ans, c'est paraît-il un anniversaire qu'il faut célébrer en grande pompe. Et ce sont les chefs d'Etat, les diplomates, les chefs militaires, bref, les dignes successeurs des responsables d'alors, de ceux qui ont conduit l'humanité dans le plus grand massacre de l'histoire, qui vont commémorer l'événement.

Mais là où le problème se complique, c'est dans le choix des invités à la cérémonie. Car alliés ou ennemis d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Associer l'URSS à une grande foire internationale, c'est délicat pour des gouvernements occidentaux qui ne cessent de dénoncer les soi-disant visées belliqueuses de ce pays. Difficile aussi de la tenir à l'écart, elle qui a supporté plus que sa part de l'effort de guerre. Mais surtout, que faire vis-à-vis de l'Allemagne ex-nazie ? Com-

ment agir pour que tambours et trompettes ne « heurtent pas l'âme et le cœur » (comme dit Mitterrand) de ce pays qui fait partie désormais de la coalition occidentale ?

Difficile, sans provoquer quelques grincements de dents, d'inviter les vaincus aux rodomontades des vainqueurs.

Difficile, oui, mais difficile surtout de célébrer la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'on prépare en permanence la troisième ! Difficile de faire croire aux peuples que les gouvernements sont animés par l'amour de la paix et l'horreur de la guerre, quand ils réunissent des brochettes de généraux, ex-ennemis, ex-alliés ou futurs ennemis, ou des chefs d'Etat qui rêvent à la guerre des étoiles, en érigeant des silos à missiles !

Difficile ? Non, impossible ! Les diplomates trouveront peut-être d'ici là une solution pour la galerie. Mais, dans le cœur des peuples susceptibles d'être entraînés dans l'universelle boucherie, ils ne pourront que provoquer révolte et mépris.

### Procès à Manille (Philippines) :

### Une mise en scène à petit budget

Aux Philippines, 26 personnes vont comparaître devant la chambre d'accusation pour complicité dans le meurtre d'Aquino, le rival du dictateur Marcos, assassiné en août 1983.

Parmi les accusés, 17 militaires de tous grades, on trouve le général Ver, ancien chef d'état-major et bras droit du dictateur. Si ce procès n'était pas une comédie, Marcos lui-même figurerait dans le box des accusés. Mais on aura compris que, pour les besoins de la cause, Marcos n'a pas hésité à donner son... bras droit.

Et encore, il n'est pas sûr qu'il ne retrouve pas bientôt l'usage de ce précieux membre. Depuis qu'il est inquiété, le général Ver n'a pas tellement changé ses habitudes : inauguration de chrysanthèmes et... direction des services secrets philippins. Et s'il est accusé de complicité, celle-ci se borne à avoir couvert ses subordonnés. Autant dire que ce procès n'est qu'un os minuscule qu'on donne à ronger aux Philippines qui avaient occupé la rue après la mort d'Aquino. Mais quoi, Manille aussi vaut bien une messe...

## POLOGNE

### Procès de Torun des assassins qui veulent « la tête des autres »

Dans le procès de Torun, concernant l'assassinat du curé Popieluzko par des hommes de la police polonaise, le procureur n'y est pas allé de main-morte — si l'on peut dire — en demandant la pendaison pour l'ex-capitaine principal accusé, 25 ans de prison pour ses complices et 25 ans pour son supérieur hiérarchique.

Bien sûr, un réquisitoire, ce n'est pas encore une sentence définitive. Et quand bien même le tribunal retiendrait les demandes du procureur, il resterait encore une possibilité de grâce pour le principal accusé.

Quoi qu'il en soit, le plus écoeurant dans tout cela n'est certes pas que la peine de mort puisse être appliquée à des tortionnaires de cet acabit. Par contre, l'hypocrisie du procureur — représentant du pouvoir — est, elle, à vomir, quand il ose justifier sa demande en déclarant : « Dans l'histoire de la Pologne populaire, ce procès s'inscrira comme le procès pour la pleine réalisation de la légalité socialiste ».



Car enfin, c'est tout de même ce pouvoir qui est l'assassin du curé Popieluzko, même si ce n'est pas sur ses ordres directs qu'il a été tué, ce qui reste encore à démontrer. Ce meurtre est dans l'ordre de la répression voulue par Jaruzelski et tous ceux qui ont soutenu son coup d'Etat, qui, pour étouffer la voix de la classe ouvrière polonaise, se sont faits les assassins

de toutes les libertés dans le pays.

Alors, quand par-dessus le marché ce pouvoir liquide un de ses propres hommes de main pour tenter de donner le change, ce n'est ni la « légalité » ni le « socialisme » qui se maintiennent, mais c'est la racaille qui tente de surnager.

L.G.